



A quatre mois des élections législatives

L'UGTA exprime son soutien au FLN

A quatre mois des élections législatives, le nouveau secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès, bénéficie du soutien des organisations et associations en prévision du prochain rendez-vous électoral.

Page 2

Chaleur sur la planète 2016 en passe de battre un nouveau record

Page 24



Par Mohamed Khiati

Souvent dit-on qu'il faut faire quelque chose pour les jeunes parce qu'ils constituent les hommes et les femmes de demain, les responsables et les décideurs de demain. Cela n'est pas tellement faux, mais je crois pouvoir dire autrement, il faut s'occuper des jeunes parce qu'ils

Les vacances scolaires prolongées à 18 jours

Benghebrit cède à la pression des élèves

Le mouvement de contestation enclenché par les lycéens et les collégiens dans plusieurs wilayas, notamment Béjaïa, Boumerdès et Sétif a fini par faire fléchir la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit.

Page 3



Métro d'Alger

Les extensions opérationnelles fin 2017

Page 4



Lutte contre la pauvreté

L'artisanat comme remède

L'artisanat pourra jouer un rôle moteur dans la lutte contre la pauvreté, notamment dans les régions du sud du pays.

L'encouragement de cette activité permettra aux personnes sans revenus, notamment les femmes, d'améliorer leur situation socio-économique.

Page 4

Jeunes ruraux

Entre marasmes et ambitions

sont le dynamisme d'aujourd'hui, l'enthousiasme et la créativité d'aujourd'hui, et tout ce qui en découle, c'est le fruit d'aujourd'hui et le bienfait de demain.

Une conférence nationale à caractère de promotion socio-économique a été organisée, les 24 et 25 novembre 2014, en vue d'établir les jalons d'une option pour soutenir cette frange, combien prometteuse pour le pays. La conférence est une initiative louable de toute concision. Elle a en fait, été une tribune, un espace d'expression et d'échanges de points de vue et de réflexion en faveur de la prise en charge de cette catégorie qui, de surcroît, constitue l'avenir du pays. L'un des ateliers de la conférence a traité de «la jeunesse et la valorisation des territoires ruraux : approche en termes d'agropoles».

C'est pour dire que les jeunes peuvent jouer un rôle moteur dans la promotion de l'agriculture et son soubassement le monde rural. Alors, arrêtons-nous ici, un laps de temps pour aborder le sujet sous forme de réflexion consacrée aux jeunes ruraux.

Dans le monde, une bibliothèque énorme s'est constituée autour du développement des zones rurales et des populations qui y vivent. Dans ces zones, dit-on souvent, que la lutte quotidienne des pauvres pour leur survie, particulièrement dans les régions les plus défavorisées et peu industrialisées, peut être une menace insidieuse, ici où la pauvreté épuise non seulement les hommes, mais également les ressources naturelles.

Page 5



A quatre mois des élections législatives

L'UGTA exprime son soutien au FLN

A quatre mois des élections législatives, le nouveau secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès, bénéficie de soutien d'organisations et associations en prévision du prochain rendez-vous électoral.



Par Leila Bensaid

Ainsi, il a reçu lundi le bureau de l'organisation nationale des handicapés présidé par son président, Mohamed Nabil, qui lui a fait part du soutien total au FLN au niveau des 48 wilayas. C'est ce qu'a été indiqué dans un communiqué rendu public hier sur le site du parti.

Le même jour, Ould Abbès avait reçu au siège central du parti une délégation de la Centrale syndicale. Celle-ci était représentée par des membres du secrétariat national. Selon toujours un communiqué du parti, cette délégation a exprimé le soutien indéfectible et inconditionnel de l'Union générale des travailleurs algériens.

Selon la même source, il est indiqué qu'«étant donné

que la majeure partie des adhérents de cette organisation historique sont des militants structurés au sein du parti, et que la majorité écrasante des membres du secrétariat national de l'Ugta sont militants ou membres de la direction du parti».

Ils étaient présents à cette rencontre, quatre membres du bureau politique du FLN. Il s'agit respectivement de Ahmed Boumechdi, Saddek Bouguettaya, Abdelkader Zehali et Rachid Assas.

C'est vrai que l'Union générale des travailleurs algériens est composée de plusieurs militants du Front de libération nationale, ce qui est connu de tout le monde, mais cette vieille organisation syndicale comporte aussi des militants du Rassemblement national démocratique à l'image de Salah Djnouhet et

autres. Ainsi, ce soutien franc au Front de libération nationale de la part de l'Union générale des travailleurs algériens à travers des membres de son secrétariat national, ouvre la voie à une concurrence entre le FLN et le Rassemblement national démocratique pour avoir le soutien de cette organisation syndicale lors de la prochaine bataille électorale, à savoir les législatives d'avril 2017, sachant que la rivalité entre ses deux formations politiques est connue dans ce genre de rendez-vous électoral.

Il y a une semaine, des déclarations de soutien à l'actuelle direction et au secrétaire général, émanant des différentes mouhafadhas du parti, sont toujours postées sur le site du parti. Des déclarations qui interviennent suite à une série de rencontres du secrétaire

général du FLN avec les mohafadhs et les présidents des commissions de transition qui est au nombre de 120. Depuis son arrivée à la tête du vieux parti, Ould Abbès a affiché les ambitions indiscutables pour les élections législatives qu'il a liées à la présidentielle de 2019. Dans ce cadre, il a commenté par la réconciliation avec les cadres exclus ou en colère, soit depuis l'époque des SG, Amar Saâdani ou Abdelaziz Belkhadem. Ould Abbès n'a pas convaincu ce dernier, mais a pu rayer un nombre important des cadres du parti, dont Abdelaziz Ziari, ancien président de la chambre basse du Parlement. Et maintenant le FLN semble se tourner vers les associations et organisations connues pour leur fidélité au vieux parti.

L. B.

Algérie-Mauritanie

Un poste frontalier pour intensifier les échanges commerciaux

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a fait état de l'ouverture, à l'avenir, d'un poste frontalier avec la Mauritanie pour faciliter le déplacement des personnes et des marchandises et intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays, a indiqué hier à Alger.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la 18^e session de la haute commission mixte algéro-mauritanienne, M. Sellal a précisé que du fait du potentiel qu'ils recèlent et des nombreuses opportunités de complémentarité et de partenariat dont ils disposent, les deux pays aspirent à élargir leur partenariat et leur coopération.

Des projets structurants sont prévus, notamment dans les domaines des technologies de l'information et de la communication (TIC), du commerce, de l'agriculture et de la pêche, selon le Premier ministre.

M. Sellal a appelé les Chambres de

commerce et d'industrie et les hommes d'affaires à participer aux foires et rencontres économiques bilatérales pour saisir les opportunités de partenariat offertes dans les deux pays. Pour sa part, le Premier ministre mauritanien, Yahya Ould Hademine, a estimé que la présente session offrira l'opportunité d'imprimer davantage de dynamisme et d'efficacité aux relations entre les deux pays, de conforter les réalisations accomplies et d'envisager de nouvelles perspectives dans de nombreux domaines, notamment l'agriculture, la pêche, le commerce, l'industrie et l'énergie.

Il a également considéré que les importants protocoles et accords de coopération conclus en marge de la commission impulseront les relations de coopération entre les deux pays. Les deux pays comptent signer 16 accords et mémorandums de coopération bilatéraux dans différents

domaines dont quatre touchant le volet économique. Dans le domaine de l'industrie, il est prévu de signer le projet de memorandum d'entente entre l'organisme algérien d'accréditation et l'administration mauritanienne de normalisation et de promotion de la qualité ainsi que deux autres documents similaires dans le domaine de la normalisation et la gestion de la qualité entre l'Office national de métrologie légale et la Direction de la normalisation et de la promotion de la qualité d'une part et entre cet organisme et l'Institut algérien de normalisation. Dans les domaines des ressources en eau et de l'habitat, les documents à signer consistent en un projet d'accord de coopération pour la création d'une commission technique pour les ressources en eau et un autre portant sur l'habitat, l'urbanisme et la ville.

T. N.

Sahel

Propositions de création d'une force commune d'intervention rapide

Le secrétaire général du G5, Najem El Hadj Mohamed, a fait savoir lundi que des propositions ont été formulées à l'effet de créer une force commune, un centre d'analyse et d'alerte et des forces d'intervention rapide dans le corps de la gendarmerie des pays membres.

Dans une conférence de presse lundi dernier à l'issue d'une rencontre de consultation et d'évaluation organisée par le secrétariat général permanent du G5 (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Tchad et Niger) en collaboration avec les partenaires du groupe, M. Najem El Hadj Mohamed a déclaré que «ce groupement régional créé dans des conditions difficiles pour les pays membres dans les domaines de la sécurité et le développement en raison de la sécheresse et du terrorisme, dispose aujourd'hui de tous les fondements de succès du fait de ses sièges et de ses fortes relations avec les partenaires et les organisations internationales.

«Le groupe a décidé également d'unifier ses efforts face à ces contraintes, notamment en mettant en place une stratégie comprenant 100 projets dans les domaines précités dont la majorité porte sur la bonne gouvernance», a-t-il ajouté.

Pour rappel, le groupe des cinq Etats du Sahel a été créé suite à une réunion qui a regroupé à Nouakchott en février 2014 les dirigeants de Mauritanie, du Burkina Faso, du Tchad, du Niger et du Mali, pour faire face aux défis sécuritaires et économiques et d'œuvrer en faveur de la mobilisation de financements et d'investissements étrangers dans l'objectif de concrétiser le développement dans la région et particulièrement dans les pays membres.

R. N.

Pour la sixième fois consécutive

Air Algérie obtient le label international de sécurité

Air Algérie a obtenu, pour la sixième fois consécutive, le label international de sécurité (Iosa), délivré par l'Association internationale du transport aérien (Iata) et qui constitue une condition pour desservir l'Europe, indique hier la compagnie nationale dans un communiqué.

D'une validité de deux ans, «ce label exigé par l'Iata à ses membres est aujourd'hui une condition des autorités européennes pour être autorisé à desservir l'Europe, car il atteste du respect des exigences en matière de sécurité», précise la compagnie, ajoutant que ce renouvellement intervient après un audit réalisé en septembre dernier par le bureau d'audit allemand AQS, l'un des huit bureaux d'audit agréés par l'Iata à l'échelle mondiale.

Air Algérie détient depuis 2006 le label Iosa (Iata operational safety audit program), le certificat ISO 9001-2008 depuis 2008 et le certificat Easa 145 en matière de maintenance depuis 2005, et est régulièrement soumise à des audits pour le renouvellement de ces certificats, note la même source.

«Pour Air Algérie, l'exigence commune à tous ces certificats reste la mise en œuvre du processus d'amélioration continue, dans lequel la compagnie nationale s'est engagée», souligne le communiqué.

F. L.

Les vacances scolaires prolongées à 18 jours

Benghebrit cède à la pression des élèves

Le mouvement de contestation enclenché par les lycéens et les collégiens dans plusieurs wilayas, notamment Béjaïa, Boumerdès et Sétif a fini par faire fléchir la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit.



Par M. Ait Chabane

Cette dernière a cédé aux exigences des élèves, en consentant d'élargir la durée des vacances d'hiver à 18 jours.

«A propos des vacances d'hiver pour l'année scolaire 2016-2017, il a été décidé de leur réaménagement. Ainsi, elles débuteront aujourd'hui, 20 décembre à midi jusqu'au 8 janvier 2017», annonce-t-on sur le site du ministère de l'Éducation nationale. Cette annonce laconique également publiée sur le mur officiel de la

ministre sur Twitter, se veut une réponse immédiate aux contestations qui ont éclaté dans plusieurs wilayas suite à la décision prise auparavant de réduire les vacances à 10 jours seulement. Ce faisant, la première responsable du secteur a fait montre d'une grande réceptivité en consentant illico presto de prolonger lesdites vacances, à la différence de son attitude réservée aux revendications des enseignants et autres syndicats du secteur, où elle s'est montrée des plus intransigeantes. Cette décision obéit, bien entendu, au souci de pré-

server la stabilité dans un secteur aussi sensible que l'Éducation nationale, et poursuivre la dynamique positive enclenchée dans le cadre des réformes insufflées à partir de cette année. Mme Benghebrit a jugé utile de se raviser à propos de la durée des vacances d'hiver en réponse à la violente réaction des lycéens et collégiens, notamment dans la wilaya de Béjaïa, où la situation a failli dégénérer suite à l'intervention des forces de l'ordre pour contenir les protestataires. Mieux, la ministre a consenti 18 jours de vacances,

soit trois jours de plus que leur durée initiale. Elle a autorisé ainsi les établissements scolaires à prendre congé à partir d'hier pour ne reprendre service que le 8 janvier prochain. Cela permettra aux élèves et aux enseignants de passer tranquillement les fêtes de fin d'année. Néanmoins, cette prolongation des vacances d'hiver ne manquera pas de retarder le parachèvement des programmes scolaires déjà ralentis par les grèves observées par les enseignants au tout début de l'exercice. Pour rappel, les élèves n'en sont pas à leur première action de protestation. Ils se sont déjà soulevés contre la surcharge des programmes scolaires, mais aussi contre la définition du seuil des programmes soumis à l'examen du baccalauréat. C'est dire le degré de conscience et de maturité atteint par les lycéens, mais aussi et surtout la persistance des perturbations dans un secteur où il ne se passe pas une année sans qu'il ne soit secoué par les débrayages. Ceci dit, les mouvements de contestation ont relativement baissé par rapport aux années précédentes. Force est de reconnaître à ce titre la nouvelle dynamique imprimée au secteur par la ministre Nouria Benghebrit qui a entamé un vaste chantier de réformes susceptibles de moderniser l'École algérienne et l'extirper de l'indigence et l'archaïsme dont elle s'est engouffrée plusieurs années durant. Une démarche étroitement tributaire de la stabilité du secteur.

M. A. C.

Examens du BAC

Aucun changement fondamental pour la matière de philosophie

L'inspecteur central des sciences islamiques et de philosophie au ministère de l'Éducation nationale, Daâs Sid Ali, a affirmé, lundi à Mascara, qu'aucun changement fondamental n'est prévu aux examens du baccalauréat prochain pour ce qui concerne la matière de philosophie. Dans une déclaration à la presse, en marge de l'ouverture des travaux d'un séminaire national des inspecteurs de philosophie, M. Daâs a expliqué que les changements opérés pour les examens du baccalauréat dans cette matière «ne sont pas fondamentaux» et «ne touchent pas» la nature des sujets dont celui de la dissertation et autres.

Il s'agit seulement de réduction du nombre de questions, a-t-il fait savoir soulignant, d'autre part, que ce séminaire de deux jours qui regroupe tous les inspecteurs de philosophie au niveau national s'inscrit dans le cadre des démarches du ministère de l'Éducation nationale visant à reconstruire le programme de philosophie et rendre cette matière en harmonie avec les programmes de deuxième génération et non pas élaborer un nouveau programme.

Des propositions concernant les domaines et cours de philosophie sont attendues lors de cette rencontre. Elles seront soumises à la commission nationale des méthodologies et ensuite aux enseignants qui doivent donner leurs avis et observations avant de les inclure dans un programme officiel pédagogique, a indiqué le même responsable.

Le ministère de l'Éducation nationale, a-t-il ajouté, oeuvre actuellement à réhabiliter cette matière aux yeux des élèves et de leurs parents qui la voient comme éliminatoire aux examens. Le ministère entend aussi réhabiliter la philosophie au sein de la société car, a-t-il souligné, cette matière encourage le dialogue, rejette toute opinion subjective et contribue à éloigner les jeunes de l'extrémisme intellectuel menant au fanatisme.

Les travaux de ce séminaire national se poursuivent par des débats en ateliers et des cours proposés pour chaque domaine.

R. N.

Selon Abdelmalek Boudiaf

Le projet de la loi sur la santé devant l'APN le 17 janvier

Le projet de la loi sur la santé sera soumis à la commission de la santé, du travail et des affaires sociales de l'Assemblée populaire nationale (APN), le 17 janvier prochain, a affirmé, hier à El Tarf, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf. «D'un commun accord avec les membres de la commission de la santé de l'APN, il a été convenu d'examiner le projet de la loi sur la santé, le 17 janvier prochain», a précisé le ministre en marge d'une cérémonie de mise en service de l'hôpital de la ville de Besbes.

Il a indiqué que ladite commission devait étudier plusieurs dossiers relatifs à son secteur et que le report de l'examen du projet de la loi sur la santé, annoncé dans un premier temps pour décembre courant, était dicté par «le souci de permettre aux membres de cette commission de mieux se consacrer à ce projet».

Cette loi contiendra de «profondes réformes», a annoncé M. Boudiaf qui a noté que le projet de loi accorde une large place à la prévention et au développement lié à la technologie de la santé.

Reda A.

Projet de loi sur la retraite

Adapter le régime des retraites au développement socio-économique

Par Sofiane Aït Mohamed

Très contesté au point où un amendement lui est apporté par le président de la République lui-même, la loi sur la retraite visait à adapter le régime de retraite en Algérie avec les développements socio-économiques et à préserver les ressources de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas).

C'est ce qu'a déclaré le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, lors de la présentation du projet de loi devant le Conseil de la nation. M. El Ghazi a souligné que la loi sur la retraite «vise à adapter la référence législative de gestion de la Cnas et à assurer sa pérennité, en adéquation avec les développements socio-économiques et démographiques». Le régime national de retraite constitue l'un des principaux fondements de la solidarité nationale, notamment intergénérationnelle, a indiqué le ministre, ajoutant que le régime assurait plus de 3 millions de pensions de retraite. Les nouvelles dispositions introduites dans la présente loi visent

«à réformer la Cnas et à lui éviter la faillite dans le cadre de la justice sociale», et «à consacrer le principe de solidarité intergénérationnelle». Dans son rapport préliminaire, la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale du Conseil de la nation a affirmé que les amendements prévus dans ladite loi comptaient parmi les acquis que l'Etat œuvre à réaliser dans le cadre des réformes du secteur dans l'objectif d'assurer une couverture sociale globale de toutes les franges de la société. Lors de la présentation du texte de loi devant la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale du Conseil de la nation, il y a quelques semaines, Mohamed El Ghazi, a affirmé que les orientations du Président de la République concernant la loi sur la retraite dénotaient l'attachement de l'Etat au principe d'équité intergénérationnelle et son souci de préserver l'équilibre financier de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnas). M. El Ghazi a souligné que l'amendement introduit, conformément aux orientations du Président de la République, à ladite loi constitue «une

preuve de l'attachement de l'Etat au principe d'équité intergénérationnelle et de son souci de préserver l'équilibre financier et la pérennité de la Cnas». La nouvelle loi sur la retraite prévoit de nouvelles dispositions portant sur «le maintien de l'âge minimum de la retraite à 60 ans et le maintien de la possibilité de départ à la retraite pour la femme travailleuse, à sa demande, dès l'âge de 55 ans». Lors de la séance de vote du projet de loi à l'APN, M. El Ghazi avait présenté un amendement verbal sur orientation du Président de la République, qui prévoit une période transitoire de deux années accordant le droit de bénéficier d'une pension de retraite au travailleur totalisant 32 années de service effectif au moins et ayant donné lieu au versement des cotisations au titre de la sécurité sociale. L'amendement en question concerne «les travailleurs âgés de 58 ans et plus en 2017 et de 59 ans en 2018». Selon le DG de la CNR qui était hier présent au conseil de la nation, suite à cette décision du Président, beaucoup de demandes de départ à la retraite ont été «retirées».

S.A.M.

Métro d'Alger

Les extensions opérationnelles fin 2017

Au grand bonheur des usagers, la réception et l'entrée en exploitation des deux lignes de métro reliant Haï El Badr-Aïn Naâdja et l'extension reliant la Grande-Poste à la place des Martyrs devraient se faire à la fin 2017. Le taux d'avancement des travaux étant à 100 %, il en reste les travaux d'équipement.



Par Karima Nacer

Les lignes Grande-Poste-place des Martyrs et Haï El Badr-Aïn Naâdja entreront en service à la fin 2017. Les travaux de l'extension du métro d'Alger avance à «grand rythme», indique le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemaâ Talai en marge de sa visite aux travaux d'extension du métro d'Alger, soulignant que les travaux d'extension seront achevés en temps prévu. Assurant que les travaux des cinq stations et des tunnels des deux lignes Grande-Poste-place des Martyrs (1,69 km), Haï El Badr-Aïn Naâdja sur (3,6 km), désertant les communes de Bachdjarah et Gué de Constantine sont achevés à 100%, le ministre indique que

leur mise en service est prévue pour la fin 2017.

Les cinq stations sont Ali Boumendjel de 156 m et d'une profondeur de 24 m, de la station place des Martyrs d'une longueur de 144 m et d'une profondeur de 30 m, de la station halte des ateliers (160 m), de la station Aïn Naâdja 1 (122 m) et enfin de la station Aïn Naâdja 2 (115 m).

«Nous atteindrons 250 000 usagers par jour à la fin 2017 avec la mise en service de la ligne Haï El Badr-Aïn Naâdja et l'extension reliant la Grande-Poste à la place des Martyrs», indique le ministre, soulignant qu'actuellement, le métro transporte 25 millions de passagers par an. Pour rappel, les travaux de la ligne place des Martyrs ont été retardés à cause de la découverte d'un

musée lors des travaux de terrassement. Cette station sera en même temps une station musée qui ressemblera à la station du Musée du Louvres à Paris.

Concernant l'extension du métro d'Alger El Harrach vers l'aéroport, le ministre indique que cette ligne est prévue pour 2020. Il est à souligner que l'extension Haï El Badr-Aïn Naâdja longue de 3,6 km aura trois stations et desservira les communes de Bachjarrah et Gué de Constantine avec une connexion avec la gare ferroviaire de Aïn Naâdja. Quant à l'extension reliant la Grande-Poste à la place des Martyrs, sur 1,7 km, elle disposera de deux stations, selon ce responsable. Le Métro d'Alger s'étale actuellement sur 13 km et comprend 14 stations

(Grande-Poste- El Harrach). Cette distance atteindra 40 km à l'horizon 2020 avec la réception d'autres lignes.

Interpellé sur la fermeture des routes à cause des intempéries dans certaines wilayas, le ministre des Travaux publics explique que les 48 wilayas disposent d'une direction des travaux publics équipée pour ce genre d'incidents. Leur rôle est d'assurer une intervention rapide sur les lieux en cas d'incident.

S'agissant du transport urbain, Boudjemaâ Talai rassure que la capitale est mieux cotée en matière de dessertes, rappelant la multitude d'opérateurs publics et privés qui activent dans le secteur et qui couvrent les quatre coins de la capitale.

K.N.

Patronat et UGTA

Le dialogue social couronné par le pacte économique et social

Le dialogue social en Algérie a permis d'aboutir à la mise en place d'un pacte économique et social de croissance, ont relevé, hier à Alger, des représentants du patronat et de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta).

«La formidable expérience en matière de dialogue et de protection sociale a permis d'aboutir à la mise en place d'un pacte économique et social de croissance», a indiqué la présidente de la confédération générales des entreprises algériennes, Mme Saïda Neghza.

Intervenant lors d'un colloque sur le partage de l'expérience algérienne en matière de dialogue et de protection sociale, elle a indiqué que, dans le cadre d'une construction d'une «nouvelle approche» économique afin de permettre à l'Algérie de s'insérer dans la pratique du concept de l'économie de marché, «il a été nécessaire de recourir au dialogue dans le cadre du tripartisme, à travers lequel la cohésion sociale et la stabilité devenaient des objectifs majeurs pour promouvoir un développement socio-économique pérenne».

Elle a observé que cette approche nécessitait aussi la mise en place d'un système d'éducation et de formation devant «répondre aux enjeux de l'évolution rapide des économies, ce qui entraîne la transformation des valeurs et la modernisation des institutions relevant de l'administration».

Cela doit permettre l'«amélioration des indicateurs de développement», a-t-elle précisé.

Pour la même intervenante, l'expérience algérienne en matière de dialogue social «s'est inspirée des directives pertinentes données par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, afin de promouvoir une croissance basée sur le consensus, impliquant la représentation de la base sociale».

De son côté, le représentant de l'Ugta, Ahmed Guettiche, a indiqué que les «contraintes liées au monde du travail, ont amené la Centrale syndicale à oeuvrer pour l'élaboration d'une stratégie basée sur la confiance mutuelle» afin de «sceller un pacte de stabilité».

R. N.

Projet du secteur de l'habitat

Tebboune veut la contribution des architectes

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a rassuré dimanche le Conseil national de l'ordre des architectes (Cnoa) de la mise à contribution des architectes dans l'ensemble des projets inscrits, tout en appelant à éviter la précipitation et d'accorder la priorité à l'aspect urbain, indique un communiqué du ministère.

Lors d'une rencontre avec le bureau du Cnoa à l'issue de son congrès tenu les 17 et 18 décembre à Alger, le ministre a souligné la nécessité de s'ouvrir sur les expériences d'autrui dans le domaine de l'innovation urbanistique à travers l'organisation de rencontres régionales et internationales.

Le ministre a, par ailleurs, mis en exergue le rôle primordial joué par l'architecte dans la mise en évidence des dimensions civilisationnelles et culturelles de l'identité nationale tout en soulignant la nécessité de maintenir la cohésion du Cnoa, précise la même source.

De son côté, le président et les membres du Cnoa ont salué les facilitations qui leur ont été accordées ainsi que l'intérêt porté par la tutelle à leur institution qui est considérée comme un partenaire incontournable et un acteur-clé dans la dynamique de construction que connaît le pays, conclut le communiqué.

R. N.

Lutte contre la pauvreté

L'artisanat comme remède

Par Rachid Chihab

L'artisanat pourra jouer un rôle moteur dans la lutte contre la pauvreté notamment dans les régions du sud du pays. L'encouragement de cette activité permettra aux personnes sans revenus notamment les femmes, d'améliorer leur situation socioéconomique. C'est la remarque faite par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem lundi à Timimoune (Adrar). Visant des produits artisanaux faits par des femmes de cette région, la ministre s'est engagée devant des femmes artisanes du Ksar Messahel, à doter la section de la poterie d'un four. Notons que l'Algérie importe de la Tunisie une grande partie de ses besoins en produits artisanaux.

En outre, elle a indiqué que l'accompagnement et la lutte contre la pauvreté figurent parmi les préoccupations majeures du secteur de la solidarité dans le Sud. «L'accompagnement et l'aide sociaux, ainsi que la lutte contre la pauvreté font partie des préoccupations majeures du secteur de la solidarité dans le sud du pays», a affirmé la ministre lors de l'inspec-

tion des conditions de travail au centre psychopédagogique de Timimoune (200 km au nord d'Adrar), dans le cadre de la deuxième et dernière journée de sa visite de travail dans la wilaya.

La ministre a affirmé, en outre, que son département œuvre à l'amélioration du niveau de l'encadrement psychopédagogique et administratif des établissements spécialisés au niveau des régions du sud du pays, en vue d'une meilleure prise en charge des personnes aux besoins spécifiques. Mme Meslem s'est enquis, au niveau du centre en question, de produits d'artisanat réalisés par la fille rurale, avant d'appeler les responsables du secteur à œuvrer à la mise en œuvre des orientations du ministère de tutelle en matière de soutien et d'accompagnement des associations actives du sud du pays.

La ministre de la Solidarité nationale a, par ailleurs, pris connaissance des préoccupations du représentant de l'association des parents d'élèves déficients mentaux liées, notamment au renforcement du transport et la prise en charge des enfants autistes. En réponse à ces préoccupations, la ministre a appelé à appuyer la mission des parents et des

associations en tant que maillon important dans l'enrichissement des programmes du ministère de tutelle en matière de prise en charge des autistes. Mme Meslem a visité les différentes structures du centre avant de présider une cérémonie de remise d'aides de solidarité à des catégories sociales aux besoins spécifiques, englobant des chaises roulantes, des matelas orthopédiques et des motocyclettes, ainsi que des titres de financement dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit. Au terme de sa tournée de travail, la ministre a visité au Centre de l'artisanat traditionnel du ksar de Fatis, dans la commune de Tinerkouk, une exposition de produits d'artisanat fabriqués par des femmes de la région, et saisi l'opportunité pour prendre connaissance de leurs doléances en matière d'accompagnement et de soutien et appeler les artisanes à bénéficier des programmes préconisés en faveur de la femme rurale. Dans les pays voisins, l'artisanat occupe une place importante dans la création de l'emploi et de la richesse ainsi que dans l'accompagnement de l'activité touristique.

R.C.

Jeunes ruraux

Entre marasmes et ambitions

Souvent dit-on qu'il faut faire quelque chose pour les jeunes parce qu'ils constituent les hommes et les femmes de demain, les responsables et les décideurs de demain. Cela n'est pas tellement faux, mais je crois pouvoir dire autrement, il faut s'occuper des jeunes parce qu'ils sont le dynamisme d'aujourd'hui, l'enthousiasme et la créativité d'aujourd'hui, et tout ce qui en découle, c'est le fruit d'aujourd'hui et le bienfait de demain.

Première partie



Par Mohamed Khiati

Une conférence nationale à caractère de promotion socio-économique a été organisée, les 24 et 25 novembre 2014, en vue d'établir les jalons d'une option pour soutenir cette frange, combien prometteuse pour le pays. La conférence est une initiative louable de toute concision. Elle a en fait, été une tribune, un espace d'expression et d'échanges de points de vue et de réflexion en faveur de la prise en charge de cette catégorie qui, de surcroît, constitue l'avenir du pays. L'un des ateliers de la conférence a traité de «la jeunesse et la valorisation des territoires ruraux : approche en termes d'agropoles». C'est pour dire que les jeunes peuvent jouer un rôle moteur dans la promotion de l'agriculture et son soubassement le monde rural. Alors, arrêtons-nous ici, un laps de temps pour aborder le sujet sous forme de réflexion consacrée aux jeunes ruraux.

Promotion des jeunes : une problématique

Dans le monde, une bibliothèque énorme s'est constituée autour du développement des zones rurales et des populations qui y vivent. Dans ces zones, dit-on souvent, que la lutte quotidienne des pauvres pour leur survie, particulièrement dans les régions les plus défavorisées et peu industrialisées, peut être une menace insidieuse, ici où la pauvreté épuise non seulement les hommes, mais également les ressources naturelles.

Très fertiles en volonté, mais démunies souvent de moyens, les populations rurales se trouvent pour la plupart du temps, accablées à des conditions de pauvreté épouvantables, des populations

parmi lesquelles, les jeunes en paient un lourd tribut. Imbriquée dans «un circuit de misère», cette jeunesse dont les espoirs buttent aux marasmes, ne peut ni se développer ni créer des richesses.

Circonscrits dans de tels problèmes, les jeunes ruraux se mettent à chercher d'autres issues. Parmi eux, ceux qui ne succombent pas à l'apathie et au désespoir, se mettent à conquérir les villes, mais en réalité ces jeunes ne font que courir de la pauvreté à la misère, car la vie dans les villes engendre de nouveaux frais et de nouvelles charges qu'ils ne peuvent y satisfaire. Les jeunes s'aperçoivent alors que la grande part de leurs revenus - lorsqu'ils obtiennent un poste de travail aussi dérisoire soit-il - est absorbée par les frais de l'alimentation, du logement, du transport et autres qu'ils ne peuvent y couvrir. Ces émigrants ruraux pris entre l'aspiration de vivre dans la ville et le retour au village seront livrés enfin au désespoir, il en découle dans la ville - des dérapages et des maux sociaux.

Héritiers des effets néfastes de l'accroissement démographique et d'une activité agricole qui constitue la base économique et sociale des zones rurales, de moins en moins rentable, et particulièrement vulnérables au manque de services médicaux et sociaux adéquats, de plus privés, pour la plupart, d'une éducation qui favorise l'épanouissement de leur intelligence, les jeunes ruraux sont en danger. Exposés à de tels problèmes, quelles perspectives pourront donc, s'ouvrir devant eux ? Et quelles sont les possibilités d'emploi et leur chance d'accéder à une vie décente en zones rurales ?

Souvent dit-on qu'il faut faire quelque chose pour les jeunes parce qu'ils constituent les hommes et les femmes de demain, les responsables et les décideurs

de demain. Cela n'est pas tellement faux, mais je crois pouvoir dire autrement, il faut s'occuper des jeunes parce qu'ils sont le dynamisme d'aujourd'hui, l'enthousiasme et la créativité d'aujourd'hui, et tout ce qui en découle c'est le fruit d'aujourd'hui et le bienfait de demain.

Le concept de la jeunesse

Disons tout d'abord, qu'il n'existe pas une unanimité sur le concept de la jeunesse. Cette étape est comprise entre l'enfance et l'âge adulte. Le terme «jeunesse» ne désigne pas seulement un stade chronologique de la vie, mais chaque société à ses propres indicateurs, ses repères et ses propres critères.

Pour certaines sociétés, des garçons et des filles de 10 ans et peut-être moins ne sont plus considérés comme des enfants. Pour d'autres, le stade d'enfance dure plus longtemps. Dans cet ordre d'idées, et en fonction des sociétés, la période entre l'enfance et l'âge adulte peut être très brève, comme elle peut être très lente, et s'étalant sur plusieurs années. Dans certaines cultures, les droits, les devoirs et les responsabilités des jeunes sont clairement établis, alors que pour d'autres, ils sont souvent vagues ou pratiquement inexistantes.

En dépit de cette énorme diversité, il existe des caractéristiques communes à la jeunesse. Il s'agit «d'une période de transition, de développement de l'indépendance sur les plans physique et moral, de préparation scolaire ou non, aux exigences, aux devoirs et aux responsabilités de membres à part entière de la communauté. C'est un moment d'incertitude et de découvertes. C'est un moment où les dons, les compétences et les intérêts, la valeur en tant qu'individu

et membre d'un groupe, et les aspirations sont mises à l'épreuve. C'est une période où l'avenir - passionnant ou lugubre - apparaît dans toute sa dimension» (FAO-JMA, 1988).

Aussi, et à des fins statistiques, les Nations unies utilisent le terme «jeunes» pour désigner des catégories d'âges de 15 à 24 ans. On estime aujourd'hui qu'il existe au moins un milliard de jeunes répondant à ce critère d'âge dans le monde; les 3/4 d'entre eux vivent dans les pays en développement et près de 500 millions parmi cette population dans les zones rurales.

En Algérie, plus de 70 % de la population est constituée de jeunes dit-on (ici faute d'information et de critères de définition de la notion de jeunes, on ne peut que s'abstenir d'avancer des données chiffrées, néanmoins les données préliminaires du Recensement général de l'agriculture (RGA) effectué par le ministère de l'Agriculture en 2001 font état que 4,8% des exploitants agricoles ont moins de 30 ans, soit une population équivalente à 113 182 parmi une population d'exploitants recensés égale à 2 357 963

Les problèmes des jeunes

Chaque catégorie de jeunes à ses aspirations et ses préoccupations. En somme, les jeunes ne sont pas à l'abri des problèmes, ils souffrent comme les autres enfants et adultes de la sous-alimentation, de la dégradation de l'environnement, du manque de logements adéquats, de services médicaux et sociaux. En outre, ils sont souvent acculés à des problèmes particuliers, le plus important est peut-être l'impossibilité d'acquiescer un enseignement satisfaisant, de telle sorte, que non seulement les écoles sont rares et manquent de

personnels et d'équipements, mais souvent les programmes dispensés ne sont pas adaptés aux intérêts et aux besoins des élèves du milieu rural.

Aussi, lorsque la scolarisation est possible, ce sont les parents qui, parfois, ne veulent pas ou ne peuvent pas pour des raisons économiques ou autres, envoyer leurs aînés à l'école, particulièrement les filles. Il en découle souvent et c'est clair, un analphabétisme crucial, ce qui constitue pour eux un handicap pour toute la vie, un phénomène qui s'aggrave et qui devient une tare à supporter par le pays concerné.

Ainsi un grand nombre de jeunes restent donc mal préparés, du point de vue intellectuel et professionnel à participer à la vie économique, sociale, culturelle et politique de la communauté et ils ne peuvent de ce fait, avoir le bagage nécessaire pour contribuer d'une façon efficace au processus de développement local ou national.

Dans bien des pays, la jeunesse rurale pose aux pouvoirs publics un certain nombre de problèmes qu'ils doivent d'abord comprendre et percevoir en quoi peuvent-ils compromettre les chances de progrès de cette jeunesse. L'expérience acquise en la matière dans diverses parties du monde a permis de constater qu'il se pose presque partout les mêmes problèmes inhérents notamment :

- à la motivation : réalisant que les zones rurales omises dans les programmes de développement, les jeunes perdent confiance et s'inquiètent de leur avenir. Dès lors, ils épousent l'idée de partir ailleurs, notamment dans les villes, là aussi, avons-nous soutenu, ils n'ont pas d'avenir, au contraire ils aggravent les problèmes sociaux et infrastructurels des grands centres urbains.

- à la formation : bien que de nombreux jeunes aient fréquenté les écoles, ils se voient souvent démunis du savoir-faire valable pour gagner leur vie dans les zones rurales, de la sorte, la jeunesse reste mal préparée et peu équipée pour répondre aux exigences du développement rural.

- à la participation : cet aspect est peut-être le plus important. Les jeunes se sentent souvent isolés et ne parviennent pas à s'insérer dans le contexte local de développement rural. Ils ne sont pratiquement pas représentés et n'ont aucun moyen de se faire entendre. Livrés à eux-mêmes et à défaut d'une orientation valable, les jeunes perdent tout espoir, ils aggravent de la sorte les conditions de vie dans les zones rurales. - aux opportunités et possibilités : que l'on soit objectif et réaliste, il existe peu de programmes qui visent la promotion des jeunes ruraux ou des projets tendant à les associer aux activités de développement rural.

L'espace rural constitue une plate-forme de développement auquel la jeunesse rurale pourrait apporter toute sa contribution, les implications seront d'autant avantageuses, pourvu que l'on soutienne ses efforts et ses initiatives personnelles et collectives.

à suivre

Protection des marques

Les demandes se feront par Internet dès le début de l'année 2017

Les demandes de protection des marques se feront en ligne, dès le début de l'année prochaine, a affirmé le directeur général de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (Inapi), en marge d'une journée d'information et de sensibilisation sur la «Protection de la propriété industrielle en Algérie», organisée hier à Oran.



Dans une déclaration à l'APS, en marge de cette rencontre, organisée par la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie, Abdelhafid Benmehdi, a expliqué qu'il sera possible, dès le début de l'année prochaine, de déposer par internet, une demande de protection des marques, des dessins et modèles, des brevets et autres appellations d'origine. «Avec cette nouvelle procédure, le déposant ne sera pas obligé de se déplacer jusqu'à l'annexe d'Oran de l'Inapi pour effectuer les démarches concernant le dépôt de ses dossiers et

demandes de protection», a ajouté ce responsable de cet organisme public, relevant du ministère de l'Industrie et des Mines, expliquant l'importance de la propriété industrielle qui joue un grand rôle dans la compétitivité des entreprises. «L'entreprise qui ne se protège pas rencontrera inévitablement des problèmes de contrefaçons et n'aura aucune valorisation de sa propriété immatérielle» a-t-il fait observer, lors de cette rencontre qui a permis aux représentants de certaines entreprises d'exprimer leurs doléances, face à cette déferlante des produits contrefaits. Plusieurs inter-

venants ont appelé l'Inapi, doté d'une mission de service public, à apporter son assistance en matière de contrôle de manière à protéger au mieux leurs marques et brevets en cas d'utilisation ou reproduction non autorisée. De son côté, le directeur des marques du ministère de l'Industrie et des Mines, Tarik Selloum, a passé en revue les textes réglementaires concernant la protection de la propriété industrielle en Algérie. Il a également déploré le fléau de la contrefaçon qui constitue un danger pour la santé et la sécurité du consommateur, rappelant que le gouvernement a ratifié plusieurs

conventions et traités et adhéré aux protocoles internationaux.

Les statistiques de l'Inapi de l'année 2016 font état de 620 demandes de nouveaux brevets dont 100 émanant des opérateurs nationaux pour protéger leurs marques selon la même source.

Cette rencontre qui a réuni des services des douanes et des opérateurs économiques, a été consacrée à la présentation de l'Inapi, ses missions, le système de protection de la propriété industrielle en Algérie en matière de marques, des dessins et modèles industriels et des brevets.

Y. M.

Crédit à la consommation-véhicules

Convention entre Al Salam Bank et Cima

La banque Al Salam Bank-Algeria et la société privée Cima, représentante de la société Tahkout manufacturing company (TMC), ont signé, lundi à Alger, un accord pour l'acquisition, par les particuliers, des véhicules de marque Hyundai fabriqués localement par TMC.

Cet accord de partenariat a été signé par le directeur général d'Al Salam Bank-Algeria, Nasser Hideur, et le P-DG de CIMA, Mahieddine Tahkout, a indiqué un communiqué d'Al Salam Bank-Algeria.

Il a pour objectif de répondre aux attentes des particuliers désireux d'acquies un véhicule touristique de marque Hyundai produit par TCM et ce, conformément aux préceptes de la charia, précise cette banque privée.

Il vise également «le développement et la promotion de la production nationale», note-t-elle

Avec la réintroduction du crédit à la consommation en 2015, Al Salam Bank-Algeria précise avoir lancé son financement baptisé Al Salam Taysir qui offre la possibilité aux particuliers d'acquies un bien mobilier produit ou assemblé en Algérie.

Certifié Sharia compatible par le comité sharia de la banque, Al Salam Taysir est proposé selon le mode de financement Bai Bi Takssit (vente par facilité). Ce produit financier «aide le consommateur algérien, détenteur ou pas d'un compte au niveau d'Al Salam Bank-Algeria à s'équiper à des prix et à des délais très concurrentiels», ajoute la même source.

Pour rappel, la Sarl Cima avait signé, en novembre dernier, des conventions de financements bancaire pour l'acquisition des produits Hyundai produit par TCM et ce, avec la Banque nationale d'Algérie (BNA) et le Crédit populaire d'Algérie (CPA).

Pour rappel, l'usine d'assemblage et de montage de véhicules de marque Hyundai à Tiaret avait été inaugurée en octobre dernier avec une capacité de production de 60 000 unités pour la première année d'activité.

Cette capacité devrait passer à 100 000 unités à partir de la deuxième année.

Huit modèles de véhicules sortiront des trois lignes de montage de l'usine dont Elantra, Santa Fe, i10, i20 et Accent RB.

R. I.

Ooredoo Algérie et Nokia réalisent une vitesse de transmission de 1,2 Terabit par seconde

En partenariat avec Nokia, Ooredoo a réussi à atteindre une vitesse de transmission inégalée de 1,2 Terabit par seconde sur fibre optique dans le premier essai de terrain en Afrique de technologies de communications optiques innovantes. L'essai a été mené entre deux villes : Alger et Aïn Defla sur une distance de plus de 200 km. Le déploiement commercial de cette technologie dans un proche avenir permettra à Ooredoo d'offrir à ses abonnés des solutions basées sur des capacités élevées. Ce déploiement commercial sera l'un des premiers déploiements commerciaux de la technologie innovante de Nokia qui permet aux fournisseurs de services de maximiser les performances ainsi que la flexibilité de la fibre optique. Le Portfolio PSS de Nokia 1830, qui aide à optimiser les réseaux optiques pour répondre aux exigences imprévisibles du trafic, a été utilisé pour l'essai. L'équipement de réseau de transport optique permet spécifiquement aux fournisseurs de services, comme Ooredoo Algérie, d'offrir des services modernes à leurs abonnés. L'essai a également utilisé 1830 PSS 500G Multiplexage Dense Wavelength Division Multiplexing (DWDM) Muxponder, qui peut transporter jusqu'à cinq services 100G par carte de ligne et permet aux fournisseurs de services à atteindre une capacité supérieure. A l'occasion de ce succès, M. Hendrik Kasteel, directeur général de Ooredoo Algérie a déclaré : «Ooredoo Algérie confirme son statut d'opérateur à la pointe de l'innovation technologique en réalisant, en partenariat avec Nokia, la première liaison ultra haute capacité en Algérie et en Afrique. Avec l'avènement de la 4G, il est essentiel pour Ooredoo d'augmenter ses capacités, la portée et la flexibilité des transmissions optiques pour offrir des solutions de haute capacité et une expérience client de niveau supérieur grâce au meilleur réseau. Nokia est notre partenaire à long-terme et nous sommes convaincus que sa technologie de réseau optique nous aidera à maintenir notre position d'innovateur technologique en offrant les dernières et les meilleures solutions à nos clients». Pierre Chaume, directeur de la Division Afrique du Nord chez Nokia, a déclaré : «Nous sommes ravis de hisser notre relation avec Ooredoo Algérie à un niveau supérieur. Cet essai est une étape importante et cruciale pour aider Ooredoo Algérie à accroître sa capacité et à augmenter la flexibilité de son réseau. Le déploiement renforcera également les plans de déploiement 4G du fournisseur de services». Grâce à cette performance, Ooredoo Algérie met à jour son savoir-faire numérique afin de mieux comprendre et appréhender les besoins du secteur des télécommunications. Le réseau de base de Ooredoo se voit ainsi renforcé et apte à intégrer de nouvelles technologies pour une meilleure performance et une prise en charge optimale de la demande en communications et usages mobiles en constante progression.

Algérie-Turquie

Sonatrach et Botas signent un accord de coopération

Le groupe Sonatrach et la société turque Botas ont signé, hier à Alger, un accord visant le renforcement de leurs relations existantes à moyen et long termes et à la mise en oeuvre d'axes de coopération, notamment pour développer leurs positions dans les marchés régionaux. Cet accord a été paraphé par le P-DG de Sonatrach, M. Amine Mazouzi, et le P-DG de Botas, M. Burhan Ozcan. Il prévoit également l'exploration d'opportunités de partenariat dans des domaines d'intérêts communs dans la chaîne des hydrocarbures, aussi bien en Algérie, qu'en Turquie et dans d'autres régions.

Lors de la cérémonie de signature, M. Mazouzi a souligné qu'à travers cet accord, «Sonatrach et Botas confirment leur volonté de renforcer et de développer leurs relations historiques et d'élargir leur coopération à de nouveaux axes pour le plus grand intérêt des deux compagnies». Pour rappel, Sonatrach et Botas (société turque publique de transport d'hydrocarbures) sont engagés depuis plus de 25 années à travers un contrat de vente et d'achat de GNL signé en 1988.

R. N.

Constantine

Le centre de rééducation pour garçons mineurs inauguré en mars

Le centre de rééducation spécialisé pour garçons mineurs (CSR), situé à la nouvelle-ville Massinissa dans la commune d'El Khroub, (Constantine) sera inauguré au cours du mois de mars 2017, a indiqué lundi, Abderrahmane Tira, directeur local de l'action sociale (DAS).



Affichant un taux d'avancement très appréciable, a-t-on constaté in situ, avec en toile de fond la construction d'un mur de soutènement, le CSR de Massinissa devait être réceptionné à la fin de l'année 2016, mais un impondérable lié à l'absence actuellement de chauffage central, a retardé sa livraison, a expliqué le directeur de la DAS à l'APS.

S'agissant du problème d'accessibilité à l'établissement, il a affirmé que cela «n'est pas du ressort» des services de l'action sociale de Constantine, mais plutôt de celui des services de la com-

mune d'El Khroub.

De son côté, l'Assemblée populaire communale (APC) d'El Khroub «dégage toute responsabilité» concernant la prise en charge de l'accès au centre de rééducation, arguant que cela ne relève pas des compétences de la commune, attestant, «qu'aucune requête émanant des services en charge du projet n'a été transmise», a-t-on appris.

Lancé en décembre 2010, le centre spécialisé de rééducation pour garçons mineurs de Massinissa, prend en charge des jeunes, âgés de 14 ans à 18 ans, ayant commis des délits allant du vol aux agressions avec coups et blessures

volontaires, à l'usage de stupéfiants jusqu'à l'attentat à la pudeur, a-t-on précisé à la DAS. Erigé sur une superficie de 3 000 m², avec une capacité d'accueil de 120 mineurs, en conflit avec la loi, ce centre est le premier du genre dans la wilaya de Constantine et a pour mission d'assurer l'éducation, la rééducation, la protection et la réinsertion des mineurs, placés par les juridictions des mineurs, afin de veiller sur leur santé, leur sécurité, leur bien-être et leur développement, par l'intermédiaire d'une équipe pluridisciplinaire regroupant des psychologues, des éducateurs spécialisés et des assistants sociaux, a-t-on

souligné.

En plus de proposer à ses pensionnaires des ateliers de formation et d'apprentissage dans les domaines de l'informatique, de l'artisanat et de l'art notamment, cette structure constituera pour ces mineurs en difficulté un espace de communication susceptible de favoriser leur réinsertion sociale. En attendant l'ouverture du futur CSR de Massinissa, les garçons mineurs de la wilaya de Constantine en difficulté avec la loi sont accueillis dans des centres de rééducation situés dans les wilayas voisines, dont la wilaya de Oum El Bouaghi, a-t-on indiqué.

Y. L.

Grande-Poste d'Alger L'artisanat sous toutes ses formes

Une trentaine d'artisans venus de plusieurs wilayas du pays organisent jusqu'à janvier prochain une exposition à la placette de la Grande-Poste à Alger dans le but d'attirer divers visiteurs et de faire la promotion de leurs produits, a-t-on constaté lundi.

«Outre la wilaya d'Alger, les 30 participants viennent de 14 autres wilayas dont Tlemcen, Blida, Boumerdès, Tissemsilt et Tizi Ouzou pour exposer et vendre leurs produits, une manifestation qui se poursuivra jusqu'au 10 janvier 2017», a indiqué à l'APS, Réda Yaïci, président de la Fédération nationale des artisans.

Le représentant de la Fédération activant sous l'égide de l'Union générale des commerçants et des artisans algériens (Ugcaa) a souligné que des ateliers de formation destinés aux jeunes seront organisés pendant l'événement qui est «une opportunité non négligeable pour promouvoir les métiers de l'artisanat telles que la tapisserie, la maroquinerie, la dinanderie, la céramique, la poterie, l'habit traditionnel et la vanne-rie».

Organisée en partenariat avec l'APC d'Alger-Centre, l'exposition vise ainsi l'objectif «de la formation des jeunes à ces métiers. On va les sensibiliser pour se diriger vers les centres de formation», a ajouté M. Yaïci qui précise que l'exposition a aussi l'ambition d'encourager le tourisme intérieur.

Sur place, les artisans ont indiqué qu'ils espèrent écouler leurs produits proposés «à des prix abordables pour encourager les familles à se les procurer».

«Les visiteurs pourront effectuer des achats de produits d'artisanat comme les bijoux, la vanne-rie ou encore les habits traditionnels tout en bénéficiant d'une animation même en soirée», a conclu M. Yaïci.

R. S.

Mostaganem La panne à la conduite principale du complexe du MAO réparée

La panne ayant affecté la conduite principale du complexe de transfert d'eau Mostaganem-Arzew-Oran (MAO) a été réparée lundi soir au niveau de Sidi Mansour (Mostaganem), a-t-on appris du directeur de l'hydraulique de la wilaya de Mostaganem.

La société d'eau et assainissement d'Oran (Seor) a pris en charge la réparation de cette panne survenue dans la nuit de samedi à dimanche sur la RN11 jouxtant le chemin reliant Mostaganem à Oran sans causer de dégâts, a souligné Moussa Lebgaâ.

Cette panne a causé une coupure d'eau potable en direction d'Arzew et Oran à travers le MAO qui fournit quotidiennement 5 000 mètres cubes d'eau potable pour les deux zones qui s'ajoutent aux quantités fournies par la station de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaâ d'Oran.

La population de la wilaya de Mostaganem n'ont pas été affectés par cette panne et leur approvisionnement en eau potable est assurée en 24h/24.

R. O.

Promotion de la filière phoenicicole

Intensification des exportations, une priorité

Le développement de la filière phoenicicole et l'intensification des exportations sont la priorité des opérateurs économiques nationaux, ont soutenu les participants au Salon international de la datte de Biskra (Sidab) qui se tient du 17 au 20 décembre courant.

Pour le président de la Chambre de commerce et d'industrie, CCI-Ziban, Abdelmadjid Khobzi, la qualité du produit, la sélection des matériaux d'emballage, les prix concurrentiels et la maîtrise des métiers liés à l'exportation sont la condition sine qua non pour positionner la datte algérienne sur le marché international.

Des efforts doivent être consentis pour multiplier les quantités à exporter de dattes limitées actuellement à 30 000 tonnes l'an, a souligné le même cadre, estimant qu'un quintal de ce produit «coûte sur le marché international 500 dollars, soit l'équivalent de 10 barils de pétrole».

Le délégué régional de l'association

national des exportateurs de dattes, Salim Hedoud, a indiqué, pour sa part, que l'Etat algérien n'a ménagé aucun effort pour accompagner les exportateurs en mettant en place tous les mécanismes nécessaires à même de permettre d'accéder au marché international. «La balle est maintenant dans le camp des opérateurs de la filière», a-t-il dit. Lui-même exportateur de dattes vers 26 pays dont les Etats-Unis, le Canada, les Emirats arabes unis et la France, M. Hedoud a souligné que la datte algérienne «est certes présente sur l'ensemble des continents, mais le challenge est d'intensifier les opérations d'exportation.»

Pour le directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM), Youcef Si El Abdi, les actions d'exportation peuvent aussi inclure, outre la datte, les dérivés de la datte dont le miel, la confiture et l'alcool alimentaire. La mise en place, courant 2016, du label d'identification géographique (IG) de la variété Deglet nour est une «bonne nouvel-

le pour la filière et un pas vers la protection de ce produit national de contrebande», a considéré, de son côté, le secrétaire général de la Chambre de wilaya de l'agriculture, Attallah Bouzidi.

Avec ce label IG, tous les opérateurs du marché international sauront que cette variété est typiquement algérienne et se dirigeront vers le marché algérien pour s'en approvisionner, a relevé en outre M. Khobzi, notant que la contrebande sur cette variété de datte avait eu, au cours des dernières années, un impact négatif sur le plan socioéconomique.

Cette 2^{ème} édition du Salon international de la datte de Biskra est organisée, pour quatre jours, à l'Ecole régionale des sports olympiques. Elle a été ouverte samedi par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum, en présence de délégations diplomatiques de 30 pays.

R. S.



Souk Ahras

Mise à niveau de plusieurs chemins communaux

Une enveloppe financière estimée à 45 millions DA a été allouée, au titre du plan communal de développement (PCD) pour la mise à niveau et l'aménagement de plusieurs chemins communaux (CC) de la ville de Souk Ahras, a-t-on appris lundi auprès du secrétaire général de cette collectivité locale. Ces projets entamés au début du mois de novembre dernier ont ciblé le lotissement appelé «Mahatat tayaran», sur une distance de 3,5 km, la cité Laâlaouiya notamment les avenues Abderrahmane Ben Salem et Herirache Abdelattif et ses ruelles sur une distance de 2,5 km, a précisé M. Yacine Kenache.

La même commune a consacré un montant de 65 millions de dinars pour l'aménagement du lotissement social de 302 lots au quartier Ibn Rochd et l'ouverture d'une nouvelle route devant donner accès au nouveau marché hebdomadaire, selon le même responsable.

Ces opérations, une fois réceptionnées, à la fin du mois de janvier 2017, permettront «l'éradication de la majorité des points noirs signalés au chef lieu de wilaya» et contribueront à



assurer une fluidité de la circulation sur le tronçon de la route nationale (RN) n° 16 qui dessert l'avenue Mohamed Cherif Messaâdia, a-t-il souligné.

Parallèlement et afin d'assurer la propreté de la ville, 100 nouveaux bacs à ordures seront distribués prochainement à travers les différentes cités de la ville, a encore fait savoir le même responsable appelant les citoyens à adhérer à l'opéra-

tion de nettoyage des sites urbains et au respect des horaires de collecte des déchets ménagers.

Des bacs de tri des déchets pour le verre et le plastique seront bientôt acquis et mis à la disposition des citoyens, a-t-on noté soulignant que cette action s'inscrit dans la filière du recyclage et des déchets urbains renouvelables, a ajouté M. Kenache. Le même respon-

sable, a rappelé la récente action de réhabilitation qui a ciblé la place de l'indépendance au centre ville, englobant la réfection de l'éclairage public, la création des espaces verts, la réhabilitation des kiosques assurant que cette opération d'aménagement a permis de redonner à cette ville son lustre d'antan, tout en contribuant à promouvoir son riche patrimoine historique.

K. L.

Alger

Campagne de sensibilisation sur l'utilisation du gaz naturel

Une campagne de sensibilisation sur les risques liés à la mauvaise utilisation du gaz naturel sera lancée, aujourd'hui par la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Gué de Constantine, a indiqué lundi la même direction dans un communiqué.

Sous le thème «le gaz naturel source de confort et non pas cause de mort», cette campagne de sensibilisation sera lancée officiellement mercredi à l'occasion d'une journée «portes ouvertes» à la bibliothèque communale de Saoula

sur le même sujet, a précisé la même source.

«Cette campagne vise à renforcer la sécurité dans les foyers en sensibilisant d'avantage le citoyen, notamment les écoliers, aux situations à risques afin de parvenir au fait que les citoyens soient conscients des éventuels accidents domestiques dus à la mauvaise utilisation du gaz naturel, auxquels ils peuvent être exposés au cas où les précautions nécessaires ne sont pas prises, a relevé la même source. Des séances de sensi-

bilisation sur les risques liés à la mauvaise utilisation du gaz naturels à travers 11 communes desservies par la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Gué de Constantine vont être effectuées au sein des établissements scolaires dans le but de sensibiliser le milieu scolaire, un des principaux acteurs pouvant changer positivement les choses, afin d'éviter à des familles entières d'être exposés aux émanations de gaz toxiques, a ajouté la même source.

L. F.

Projet des grands transferts d'eau vers la wilaya de Sétif

Des perspectives économiques prometteuses

Le ministre des Ressources en Eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a affirmé lundi à Sétif que le projet des grands transferts d'eau vers la wilaya de Sétif est porteur de perspectives économiques prometteuses pour la région. Au second jour de sa visite d'inspection de l'avancement des travaux de ces transferts à partir des wilayas de Bejaia et Sétif, le ministre a souligné que ce projet dont la partie orientale renforcera l'alimentation en eau potable de plus de 500.000 personnes de la région d'El Eulma et arrosera 20.000 hectares de terres agricoles a bénéficié au regard de son importance d'une rallonge décidée par le président de la République Abdelaziz Bouteflika pour la reprise des travaux. M. Ouali a rappelé que lors de sa visite en juillet à la wilaya, il avait relevé l'apparition d'un épineux problème au niveau du tunnel d'Ain Sebti entre les

deux barrages de Tabellout (Jijel) et Ain Diss (Sétif) nécessitant une solution technique.

Maintenant après la reprise des travaux, le délai de réalisation a été réduit de 24 à 18 mois et 24 ateliers sont ouverts pour rattraper le retard et accélérer la cadence des travaux, a encore indiqué le ministre qui s'est dit optimiste quant au parachèvement des travaux dans les délais fixés pour 2018. Concernant la partie occidentale de ces transferts à partir du barrage Ighil de Bejaia vers celui de Mouane de Sétif, le ministre a noté que cet important projet permettra l'irrigation de 15.000 hectares des localités occidentales de la wilaya et le renforcement de l'approvisionnement en eau de 600.000 personnes dans les agglomérations du Centre et du Sud de la wilaya. Il a également indiqué qu'il a été convenu avec l'entreprise de réalisation d'apporter,

avant fin décembre au lieu du premier trimestre 2017, les structures et équipements lesquels se trouvent déjà sur site et sont en phase de montage. Au total, ces transferts permettront d'améliorer l'accès à l'eau de près de 1,5 million de personnes et d'arroser près de 40.000 hectares de terres agricoles.

Le ministre des Ressources en Eau et de l'Environnement a entamé la seconde journée de sa visite en présidant la clôture du séminaire régional sur le partenariat pour l'environnement à la maison de la culture Houari Boumediene qui a réuni 77 associations à intérêt pour l'environnement activant dans 19 wilayas de l'Est. Il a également inspecté le projet d'aménagement du périmètre d'irrigation de 9.319 hectares dans la région d'Ain S'fha ainsi que le projet de requalification du réseau d'eau potable de la wilaya sur 129,70 km.

R. L.

Tébessa

Plantation de 5000 arbustes à Cheria

L'association locale «Djoussour» de la ville de Cheria, dans la wilaya de Tébessa a lancé lundi une opération de mise en terre de 5.000 arbustes destinés à verdoyer la ville et à inculquer une culture environnementale parmi la population locale. Cette action a été l'occasion de procéder à l'élagage de 5000 autres arbres à travers les principaux quartiers et artères de la ville, a précisé M. Messaoud Zerfaoui, président de l'association «Djoussour».

Les cités d'Annasr, El-Fedjr, Herkat Bouziane, les 100 logements, Djennane Mekhloufi et la cité du technicum, sont les sites urbains concernés par cette opération qui a donné lieu également à la mise en terre de plans d'ornementation aux abords des routes menant vers Tébessa, Thilidjene, Khenchela, El-Ma El-Biodh et Tazbent, a-t-on ajouté.

M. Zerfaoui s'est félicité du nombre de bénévoles qui ont pris part à cette action, soulignant que l'essence même de la mission de «Djoussour» est d'œuvrer à faire adhérer autant de jeunes dans des actions citoyennes visant la promotion de l'environnement.(APS)

Naâma

Plusieurs opérations d'aménagement du cadre urbain

Plusieurs opérations d'aménagement et d'amélioration du cadre urbain sont menées dans les zones d'extension urbaine et les nouveaux lotissements ruraux, a-t-on appris lundi auprès la Direction locale de l'Urbanisme, l'Architecture et la Construction (DUAC). Ces opérations portent sur le réaménagement des cités, la réhabilitation des anciens quartiers, l'extension du tissu urbain, en plus de l'aménagement des grandes artères de la ville, a-t-on signalé.

Outre la prise en charge du nouveau pôle urbain de Naâma, couvrant 20 hectares, ces opérations visent aussi la réalisation de routes reliant les zones éloignées du centre ville de Naâma, le revêtement de routes et la réalisation de trottoirs, et la rénovation du réseau d'eau potable sur près de 5 km, selon la même source.

Retenus au titre des programmes de développement de 2013 à 2015, ces projets prévoient également la réhabilitation du réseau d'assainissement, de l'éclairage public et la réalisation de carrefours, notamment au niveau de la voie de dédoublement reliant les flancs Est et Nord-ouest de la ville, a-t-on relevé à la DUAC.

Y. N.

Mascara

3.200 ha d'espaces boisés proposés à l'investissement

La conservation des forêts de la wilaya de Mascara a proposé 3.200 hectares d'espaces relevant du secteur forestier à l'investissement agricole, a-t-on appris lundi auprès de son directeur. Les services ont recensé 3.200 ha exploitables à l'agriculture relevant du secteur forestier au niveau de la circonscription de Tighennif qui gère le secteur des forêts des dairas de Hachem, Oued El Abtal et Tighennif et l'ont proposé à l'investissement agricole après confirmation de leur propriété. Le conservateur des forêts a ajouté que des cartes de ces superficies ont été présentées à la direction des domaines pour confirmer leur appartenance aux biens publics et non aux privés, avant leur exposition devant des promoteurs privés dans le domaine agricole en vue du lancement de leur exploitation selon un cahier de charges établi dans ce cadre.

D'autres surfaces relevant du secteur des forêts et exploitables par l'agriculture seront proposées pour d'autres circonscriptions au niveau de la wilaya en soutien à l'activité agricole qui constitue le caractère économique de la wilaya, selon la même source.

La superficie forestière de la wilaya de Mascara atteint 90.200 ha, soit un taux de 17,5 pour cent de la surface globale de la wilaya.

R. M.

CONFLITS ▶▶

Syrie

Le régime presse les derniers rebelles de quitter Alep

Le régime syrien pressait hier les derniers rebelles et civils de quitter Alep en vue de parachever sa plus importante victoire depuis le début de la guerre, avec la reprise de la totalité de la deuxième ville du pays.



employés de l'ONU se trouvent actuellement à Alep-Ouest et pourront être rapidement déployés dans les quartiers concernés. «Notre objectif, c'est immédiatement».

Avec cette résolution, l'objectif de la France est «d'éviter un nouveau Srebrenica», ville de Bosnie où fut commis en 1995 le pire massacre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, a dit l'ambassadeur français, François Delattre, alors que l'ONU et des ONG internationales avaient fait état d'atrocités qu'aurait commises le régime dans les secteurs reconquis à Alep.

L'émissaire des Nations unies, Staffan de Mistura, a annoncé de son côté son intention de convoquer des négociations intersyriennes le 8 février à Genève, mais on ignorait dans l'immédiat les éventuelles réponses des principaux protagonistes.

Entretiens, il «suivra avec intérêt» des rencontres prévues mardi à Moscou avec les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de Russie, d'Iran et de Turquie, sur le conflit syrien où sont impliqués de multiples belligérants soutenus par différentes puissances régionales et internationales. Le soutien apporté à Damas par la Russie, qui a lancé en septembre 2015 une opération militaire d'envergure en Syrie, a été déterminant pour renverser la situation au profit du régime.

Selon des statistiques de l'armée russe, l'aviation russe a effectué plus de 30.000 sorties et a frappé plus de 62.000 cibles en Syrie depuis cette date.

L'ambassadeur russe en Turquie a été assassiné lundi à Ankara par un policier turc qui a affirmé agir pour venger le drame de la ville d'Alep. **AFP**

Jordanie
L'Etat islamique revendique l'attaque de Karak

L'organisation Etat islamique a revendiqué mardi l'attaque de la citadelle de Karak qui a fait au moins neuf morts et plusieurs dizaines de blessés dimanche dans le sud de la Jordanie.

Le groupe djihadiste a déclaré que l'attaque avait été perpétrée par quatre de ses combattants.

«Nous promettons le pire aux pays croisés», a déclaré l'organisation radicale sunnite dans un communiqué.

Les autorités jordaniennes n'ont pas encore dévoilé l'identité des assaillants mais d'après des sources proches des services de sécurité, il s'agirait de ressortissants jordaniens.

La Jordanie participe à la coalition dirigée par les Etats-Unis contre l'Etat islamique en Syrie et en Irak.

La forteresse croisée de Karak est un des sites touristiques les plus visités de Jordanie. **Reuters**

Dans le même temps, la Russie, qui a apporté un soutien crucial à Damas dans son combat contre les rebelles, réunissait à Moscou des ministres de l'Iran et de la Turquie, respectivement allié et opposant au régime de Bachar al-Assad, mais sans les Etats-Unis, non conviés aux discussions.

Quelque 25.000 personnes ont déjà été évacuées de la métropole septentrionale depuis jeudi en vertu d'un accord entre Moscou, Téhéran et Ankara.

Le Conseil de sécurité a décidé lundi à l'unanimité, y compris la Russie de déployer rapidement des observateurs onusiens à Alep-Est, la partie conquise en 2012 par les rebelles, pour y superviser les dernières évacuations et évaluer la situation des civils.

«L'armée a lancé un appel via des hauts-parleurs aux rebelles et civils qui le souhaitent pour qu'ils quittent les quartiers Est» de la métropole, a indiqué une source militaire syrienne à l'AFP, affirmant que l'armée voulait «nettoyer la zone après la sortie des hommes armés».

Selon une porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (Cicr), Ingy Sedky, des «milliers» de personnes attendent encore d'être évacuées du réduit rebelle. Rien que pour la journée de lundi, «nous avons évacué 15.000 personnes d'Alep-Est. Depuis jeudi, le total est de 25.000», a-t-elle indiqué à l'AFP.

Parmi ceux à avoir été évacués dans la nuit figurent 14 blessés se trouvant «dans un état grave», tandis que plusieurs

autres sont partis mardi matin à bord de bus, d'après elle.

Le directeur de l'Union des organisations des secours et soins médicaux dans le sud de la province d'Alep, Bachar Babbour, a affirmé à l'AFP que huit bus étaient arrivés en zone rebelle mardi matin avec à bord des personnes évacuées dont des blessés. «Leur état est lamentable, tout le monde avait froid, il y avait un vieil homme qui grelottait», a-t-il dit. En échange des évacuations d'Alep, 750 personnes ont quitté jusqu'à présent Foua et Kafra, deux localités chiites assiégées par les jihadistes dans la province d'Idleb (nord-ouest), voisine de celle d'Alep et quasiment entièrement contrôlée par les rebelles, selon le Cicr. Un mois après le début d'une offensive aérienne et

terrestre par le régime Assad et ses alliés, qui a dévasté l'enclave rebelle, l'opération d'évacuation a débuté jeudi mais a été suspendue pendant le week-end après des accusations de violation de cet accord par les rebelles.

Une fois les évacuations terminées à Alep, le régime Assad devrait proclamer la «libération» de la ville, son plus important succès dans la guerre qui a fait plus de 310.000 morts depuis mars 2011.

A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité une résolution prévoyant le déploiement rapide à Alep du personnel humanitaire de l'ONU déjà présent en Syrie pour surveiller les évacuations.

Selon l'ambassadrice des Etats-Unis Samantha Power, 118

Irak

Les charniers de l'EI n'ont pas livré tous leurs secrets

Dans l'étendue parsemée de bâtiments détruits par les combats, trois hommes dressent un grillage puis déroulent un ruban jaune et noir digne d'une scène de crime: cette zone qu'ils délimitent est un charnier laissé par les jihadistes du groupe Etat islamique.

«C'est vraiment une scène de crime. Entre 80 et 120 cadavres se trouvent ici, dont ceux d'enfants et de femmes comme en témoignent des jouets et des sous-vêtements féminins mis au jour», affirme à l'AFP, Fawaz Abdulabbas, n°2 de la Commission internationale des disparus en Irak.

Parmi ces corps pourrait se trouver celui d'Imed Dhaer, un policier enlevé par l'EI et qui laisse dix orphelins et deux veuves, indique son frère cadet Fouad.

Au début, Imed, comme certains membres des forces de sécurité, n'était pas particulièrement inquiet même si l'EI contrôlait la région. Mais la donne a brutalement changé mi-octobre, quand les troupes irakiennes ont lancé une offensive pour reprendre Mossoul, la grande ville du nord irakien où l'EI a proclamé son «califat» en 2014.

«Les jihadistes sont venus chercher tous les membres des forces de sécurité», dont Imed, 33 ans, raconte Fouad à l'AFP. «C'était des gens du coin, ils connaissaient les maisons et les professions de tous ceux qu'ils ont embarqués».

Il n'a plus jamais eu de nouvelles de son frère. Des habitants de Hamam al-Aliil, le gros bourg en périphérie duquel se trouve le char-

nier, lui ont ensuite rapporté avoir «entendu des tirs puis des bulldozers retournant la terre» dans cet ancien champ de tir des forces irakiennes.

«Pendant trois jours, de 19 h à 23 h, ils ont exécuté les personnes raflees et ont jeté leurs corps avant de les recouvrir en partie de terre mêlée d'ordures, procédant à ce qu'ils appellent «des enterrements du déshonneur», explique à l'AFP Dargham Kamil.

Ce responsable de la Fondation des martyrs, une instance dépendant du bureau du Premier ministre irakien, tente, depuis la découverte du charnier il y a plus d'un mois, de retracer le cours des événements.

Aujourd'hui, Fouad ne veut plus qu'une chose: voir le corps de son frère. «Il n'y a que comme cela que nous pourrions apaiser nos cœurs».

Avant d'en arriver là, les équipes irakiennes et internationales vont devoir identifier les restes, procéder à des tests ADN une fois des proches retrouvés et fouiller encore «pour voir s'il n'y a pas d'autres couches plus profondes et donc plus de corps», explique Dhia Karim, chargé de la question des charniers au sein de la Fondation des martyrs.

Des cadavres qui viendraient s'ajouter aux centaines déjà découverts dans plusieurs charniers au gré de l'avancée des troupes irakiennes qui a chassé les jihadistes de larges pans de l'Irak qu'ils tenaient depuis 2014.

Rien que dans la région de Sinjar, la zone entre Mossoul et la frontière syrienne où est

concentrée la minorité kurdophone yézidie, 29 charniers et au moins 1.600 corps ont été mis au jour depuis l'an dernier, affirmait récemment un responsable local à l'AFP.

Et «de nombreux charniers n'ont pas encore été découverts ou fouillés», assure M. Abdulabbas. Quant au nombre exact de disparus dans le tumulte de l'occupation de l'EI, des combats entre troupes irakiennes et jihadistes, des exécutions sommaires et des exactions qui endeuillent l'Irak depuis des années, il est «extrêmement difficile à établir», affirme M. Karim.

Avec ses équipes, il s'est lancé dans un travail de fourmi: recueillir les récits de témoins et de proches. «Il va falloir rassembler tout cela dans une base de données unique, c'est un travail de très longue haleine», assure M. Abdulabbas.

Ensuite, il faudra «rassembler les preuves pour monter des dossiers et les présenter à la justice», déjà débordée par de telles affaires en Irak où l'on dénombrait au moins un million de disparus à la chute de Saddam Hussein en 2003.

Ce processus juridique est de la plus haute importance «pour la réconciliation nationale», plaide M. Abdulabbas. «Comme ceux qui ont été exécutés, beaucoup de gens de l'EI sont d'ici», et «les liens tribaux et familiaux pourraient mener à des vengeances ou des vendettas entre familles».

AFP

RD Congo

L'opposant historique Tshisekedi appelle le peuple «à ne plus reconnaître Kabila»

L'opposant congolais historique, Étienne Tshisekedi, appelle ses concitoyens «à ne plus reconnaître» Joseph Kabila comme président de la République démocratique du Congo dans une vidéo mise en ligne sur YouTube dans la nuit de lundi à mardi, dernier jour du mandat du chef de l'État.



"J" lance un appel solennel au peuple congolais à ne plus reconnaître l'autorité de M. Joseph Kabila, à la communauté internationale de ne plus traiter avec Joseph Kabila au nom de la République démocratique du Congo", déclare le vieil opposant d'une voix ânonnante.

Valentin Mubake, proche conseiller de M. Tshisekedi, a confirmé à l'AFP l'authenticité de cette vidéo tournée dans la résidence du "Sphinx de Limete", le quartier où il réside à Kinshasa.

La vidéo n'était pas visible en RDC où les autorités ont ordonné le filtrage, depuis dimanche soir, de tout contenu photo ou

vidéo sur les réseaux sociaux.

Trébuchant à plusieurs reprises dans la lecture de son texte, M. Tshisekedi se reprend avec difficulté grâce au secours d'une voix hors champ qui lui souffle certains mots.

M. Tshisekedi, qui vient tout juste de fêter ses 84 ans, invite également le "peuple

à rester vigilant et mobilisé pour des actions pacifiques, conformément à l'article 64 de la Constitution pour mettre fin à la forfaiture et à la trahison perpétrée par M. Joseph Kabila".

Le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) déclare également donner son accord au Rassemblement, large coalition d'opposition formée autour de sa personne, à "poursuivre les négociations" avec le pouvoir lancée le 8 décembre par les évêques catholiques du pays afin de trouver une sortie pacifique à la crise politique qui mine la RDC depuis la réélection contestée de M. Kabila fin 2011.

Suspendus samedi soir, ces pourparlers destinés à permettre l'instauration d'un régime de transition politique associant la majorité sortante et l'opposition, étaient censés reprendre mercredi.

Leur avenir apparaît cependant incertain après l'annonce dans la nuit, par ordonnance présidentielle, d'un nouveau gouvernement sans attendre le résultat de ces négociations.

Âgé de 45 ans, M. Kabila est au pouvoir depuis 2001. La Constitution lui interdit de se représenter. Son mandat s'achève mardi sans que l'élection qui devait lui trouver un successeur ait été organisée.

AFP

Est de la RDC

5 rebelles, un Casque bleu et un policier tués

Cinq rebelles, un Casque bleu sud-africain et un policier congolais ont été tués lundi matin dans des combats à Butembo, à la suite de l'attaque d'une milice contre cette ville de l'Est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris de sources concordantes. L'attaque a notamment visé la prison de cette ville du nord de la province troublée du Nord-Kivu. Le bilan des morts a été confirmé par le porte-parole de la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la RDC (Monusco), les autorités locales, et une source policière. Elle est survenue à la veille de la fin du mandat du président congolais Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, et qui entend se maintenir au pouvoir jusqu'à l'élection d'un successeur,

contre l'avis d'une coalition d'opposition qui demande sa démission et l'instauration d'un régime politique de transition jusqu'à la prochaine présidentielle. "Aux environ de 6h00 (4h00 GMT), les assaillants, présumés maï-maï, ont lancé une attaque contre la prison, et différents endroits" de Butembo a déclaré à l'AFP le colonel Félix-Prospère Basse, porte-parole de la Monusco. "Les Casques bleus et FARDC [l'armée congolaise] ont repoussé l'attaque, tuant cinq parmi les assaillants [mais] un policier congolais et un Casque bleu du contingent sud-africain ont péri", a-t-il ajouté. Le Casque bleu a "succombé à ses blessures lors de l'évacuation", a précisé le colonel Basse, indiquant que deux autres soldats sud-africains avaient été blessés. "La

Monusco condamne cette attaque (...) qui n'entame en rien sa volonté avec les FARDC de traquer tous les groupes armés" qui écumment l'est congolais depuis plus de vingt ans, a-t-il encore dit.

Ville de 1,1 million d'habitants, Butembo a vu apparaître récemment des milices maï-maï aux motivations confuses. Selon des habitants, certains combattants de ces groupes armés ont affirmé vouloir chasser du pouvoir le président Kabila.

La RDC a été ravagée par deux guerres entre 1996 et 2003, dont le détonateur ont été les provinces du Nord et du Sud-Kivu, qui restent aujourd'hui déchirées par la violence des conflits armés et des milices.

AFP

Présidentielle 2017

Le Kenya ordonne à une ONG américaine de cesser ses activités

Les autorités kényanes ont ordonné lundi à une ONG américaine travaillant sur des programmes liés à la présidentielle dans ce pays en août 2017, de cesser immédiatement ses activités, selon une lettre émanant du ministère kényan de la Décentralisation et de la Planification.

La lettre ordonne à la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES) de cesser immédiatement son programme d'assistance électorale d'un budget de 19 millions d'euros.

Selon le ministère, l'IFES n'est pas enregistrée au Kenya

en tant qu'ONG, et les employés étrangers travaillant pour cette fondation n'ont pas de visas de travail et sont donc considérés comme travaillant illégalement dans ce pays.

"Le but de cette lettre est par conséquent d'ordonner à IFES de cesser immédiatement toutes ces opérations dans le pays (...) jusqu'à ce que IFES obtienne son certificat d'enregistrement (...)", selon cette lettre.

Le président kényan Uhuru Kenyatta avait accusé la semaine dernière les pays étrangers de vouloir influencer les élections générales prévues en 2017 en finançant des organisations

de la société civile.

"De l'argent arrive déjà de l'étranger sous prétexte de promouvoir la bonne gouvernance ou le civisme, mais l'intention réelle est d'influencer nos choix électoraux", avait-t-il affirmé.

Selon son site internet, IFES, financée par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), est impliquée dans un programme destiné "à renforcer les institutions électORALES, augmenter la participation des citoyens au processus électoral et promouvoir le dialogue et le consensus pour apaiser les conflits".

Pour ce faire, l'ONG travaille

avec des partenaires locaux pour améliorer le déroulement des inscriptions électorales, l'information des électeurs, la résolution des conflits pendant le processus électoral ainsi que la transmission et la vérification des résultats électORAUX.

Les dernières élections de 2013 se sont déroulées paisiblement, contrairement aux précédentes qui, en 2007/2008 s'étaient soldées par plus de 1.200 morts au cours d'affrontements politico-ethniques. Le président Kenyatta va tenter d'obtenir un second mandat à la présidentielle d'août 2017.

T. L.

Afrique de l'Ouest 17^e réunion douanière de 16 pays du centre à Conakry

La 17^e réunion des services de douanes de 16 pays d'Afrique de l'ouest et du centre (sur 23 pays attendus) se tient depuis lundi à Conakry par le ministre guinéen du Budget, Mohamed Lamine Doumbouya.

Les experts et les responsables des services de douanes de ces pays vont durant trois jours se pencher sur les problématiques relatives à la coopération entre les pays africains conformément aux objectifs de l'organisation mondiale de douane.

De même, la rencontre vise à étudier les orientations afin de renforcer les capacités opérationnelles des structures douanières dans les pays de l'Afrique de l'ouest et du centre, en prenant en compte la question de la sécurité transfrontalière.

L'examen des aspects techniques des régimes douaniers et les facteurs économiques des services de douane sont autant de préoccupations des experts et des responsables des services douaniers des Etats africains.

A l'occasion de cette réunion de Conakry, le coordinateur du comité des experts de l'Afrique de l'ouest et du centre, Bernard Jibemdé, a affirmé que les administrations douanières sont confrontées à plusieurs difficultés dans leur fonctionnement quotidien.

Selon lui, pour lever ces obstacles, il faut des réformes au niveau des administrations douanières des pays africains, surtout l'interconnexion des données des services de douanes des pays membres de l'Organisation mondiale des douanes.

R. N.

L'ambassadeur russe à Ankara assassiné par un policier turc

L'ambassadeur de Russie en Turquie a été assassiné lundi à Ankara par un policier turc, qui a affirmé agir pour venger le drame de la ville d'Alep, en passe d'être reprise par le régime syrien soutenu par Moscou.

Le diplomate, Andreï Karlov, a été abattu de plusieurs balles alors qu'il prononçait une allocution lors de l'inauguration d'une exposition d'art dans la capitale turque. Les présidents turc Recep Tayyip Erdogan et russe Vladimir Poutine, dans des déclarations séparées, ont qualifié cet assassinat de «provocation» visant à torpiller la normalisation entre les deux pays, entamée en août après une grave crise diplomatique. Ils s'étaient parlé au téléphone peu après l'attaque.

Sur une vidéo diffusée sur internet, on voit l'assassin hurlant, d'abord en arabe avec un accent marqué, puis en turc. L'ambassadeur est allongé à terre à côté de lui. L'homme, en costume noir et armé d'un pistolet, crie «Allah Akbar» («Dieu est le plus grand») et évoque en arabe «ceux qui ont fait allégeance au jihad».

«N'oubliez pas la Syrie, n'oubliez pas Alep», crie-t-il ensuite en turc à deux reprises. «Tous ceux qui prennent part à cette tyrannie rendront des comptes, un par un». «Pendant que l'ambassadeur faisait un discours, un homme grand, portant un costume, a tiré d'abord en l'air, puis a visé l'ambassadeur», a raconté à l'AFP Hasim Kiliç, correspondant du quotidien Hürriyet dans la capitale turque et présent sur les lieux au moment de l'attaque. Trois autres personnes ont été blessées, selon les médias turcs.

Minute de silence



L'assassin présumé a été identifié par les autorités turques comme étant Mevlüt Mert Altıntas, un policier de 22 ans. Il n'était pas clair dans l'immédiat si le policier faisait partie du dispositif de sécurité encadrant l'exposition.

Une perquisition a été menée à son domicile, a annoncé le parquet. Ses parents et sa soeur ont été arrêtés, selon l'agence Dogan.

Dénonçant «un acte terroriste», la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a déclaré que «les assassins seront punis».

Né en 1954, Andreï Karlov avait été nommé dans la capitale turque en juillet 2013. Marié et père d'un enfant, il avait été en poste dans les deux Corées, notamment comme ambassadeur à Pyongyang de 2001 à 2006.

Selon le ministre turc de l'Intérieur, l'assassin a été «neutralisé». Des photos le montrant à terre, visiblement mort, avec des impacts de balle sur le mur derrière lui, ont été diffusées sur les réseaux sociaux.

Le Conseil de sécurité de l'ONU observera mardi une minute de silence en mémoire de l'ambassadeur, a annoncé le représentant espagnol auprès des Nations unies, Roman Oyarzun.

Les Etats-Unis ont condamné «cet acte de violence, quelle qu'en soit l'origine»; le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon «un acte terroriste insensé». La responsable de la diplomatie de l'Union européenne Federica Mogherini s'est dite «profondément choquée» par cet assassinat, tandis que le président français François Hollande l'a condamné «avec force».

Pour le président élu des Etats-Unis

Donald Trump, ce meurtre a été commis par un «terroriste islamique radical».

La Syrie, où la Russie apporte un soutien militaire crucial au régime du président Bachar al-Assad, a condamné un «crime abominable».

Coopération malgré les divergences

«Je ne crois pas qu'il y ait de conséquence considérable (sur les relations entre les deux pays), mais sur un plan symbolique, ça montre que ce qui se passe à Alep ne passe pas auprès d'une partie de la population musulmane», a estimé Dominique Moïsi, conseiller spécial de l'Institut Montaigne, un think tank basé à Paris. Aykan Erdemir, de la Fondation pour la Défense de la démocratie basée à Washington, estime qu'Ankara «marche sur la corde raide en tentant de trouver un modus vivendi avec la Russie en Syrie», alors que les partisans du parti islam-conservateur au pouvoir, l'AKP, voient d'un mauvais oeil le soutien apporté par Moscou au régime du président Assad.

«Quand on voit les manifestations à Istanbul contre la Russie et l'Iran et en soutien à Alep, on voit que les partisans zélés de l'AKP y sont», explique-t-il.

Cet attentat est justement survenu à un moment où les relations turco-russes se réchauffent depuis plusieurs mois, après une grave crise diplomatique née de la destruction en novembre 2015 par l'aviation turque d'un avion militaire russe au-dessus de la frontière syro-turque.

C'est à la faveur d'un accord de cessez-le-feu parrainé par la Turquie et la Russie que les quartiers de l'est d'Alep qui étaient tenus par les rebelles sont peu à peu évacués depuis jeudi.

La Russie est le principal allié du régime syrien, qui est en passe de reprendre Alep, la deuxième ville de Syrie, alors que la Turquie soutient les rebelles qui cherchent à le renverser.

Une réunion axée sur le dossier syrien est prévue pour mardi à Moscou entre les chefs des diplomaties russe, turque et iranienne.

AFP

Ambassadeur tué : quelques précédents



■ ■ Rappel de quelques précédents cas d'ambassadeurs tués dans leurs fonctions après l'assassinat lundi à Ankara du diplomate russe Andreï Karlov.

Six ambassadeurs américains tués
Le 11 septembre 2012, l'ambassadeur des

Etats-Unis en Libye Christopher Stevens et trois autres fonctionnaires américains sont tués dans une attaque contre le consulat de Benghazi, dans l'est de la Libye.

L'attaque est attribuée à des manifestants en colère contre le film islamophobe «L'Innocence des musulmans», une produc-

tion amateur à petit budget réalisée aux Etats-Unis. Des responsables libyens et américains n'écartent pas l'hypothèse d'une attaque planifiée, voire d'une implication du réseau Al-Qaïda, multipliant les déclarations parfois contradictoires. Avant Chris Stevens, cinq ambassadeurs américains avaient été tués dans le cadre de leurs fonctions.

En Afghanistan, en février 1979, Adolph Dubs est tué dans l'assaut donné par les forces gouvernementales pour le libérer après son enlèvement à Kaboul par des islamistes radicaux. Quelques mois après l'éclatement de la guerre civile au Liban, l'ambassadeur Francis Melloy, ainsi que l'attaché économique et le chauffeur de l'ambassade, sont enlevés à Beyrouth en juin 1976, puis tués par un groupuscule libanais pro-palestinien.

A Chypre, en août 1974, Rodger Davies est tué par balles dans les locaux de l'ambassade à Nicosie lors d'une manifestation de Chypriotes grecs qui accusent les Etats-Unis d'avoir soutenu l'invasion turque de la partie nord de l'île.

Au Soudan, en mars 1973, l'ambassadeur des Etats-Unis Cleo Noel, ainsi que son conseiller et le chargé d'affaires belge, sont pris en otage par un commando palestinien et exécutés deux jours plus tard.

Au Guatemala, John Gordon Mein est enlevé en août 1968 puis exécuté par des membres des forces armées rebelles.

Deux ambassadeurs français

Le 4 septembre 1981, l'ambassadeur de France Louis Delamare est tué par balles à Beyrouth par des hommes armés alors qu'il se rend en voiture de la chancellerie à sa résidence. Son assassinat est attribué aux services secrets syriens. En janvier 1993, Philippe Bernard, ambassadeur de France à Kinshasa, est tué officiellement par une balle perdue, alors qu'une émeute entre soldats mutins et loyalistes se déroulait devant l'ambassade.

Diplomates britanniques

Le 22 mars 1979, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à La Haye, Sir Richard Sykes, est tué par balle devant sa résidence, en plein centre de la capitale administrative néerlandaise. L'opération est revendiquée par l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Le diplomate avait mené avant d'être nommé à son poste une enquête sur le décès de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Dublin, Christopher Ewart-Biggs, tué par l'explosion d'une mine au passage de sa voiture.

L'ambassadeur bolivien en France

Le 11 mai 1976, à Paris, l'ambassadeur bolivien Joaquin Zenteno Anaya est assassiné à bout portant, de trois balles, par un commando qui signe l'attentat «Brigade Internationale Che Guevara».

AFP



Douze morts sur un marché de Noël de Berlin

Un camion immatriculé en Pologne a foncé sur la foule de l'un des marchés de Noël les plus achalandés de Berlin lundi soir, faisant au moins 12 morts et 48 blessés.

Voici ce que l'on sait de cet événement que la police allemande considère désormais comme un probable attentat, similaire à celui commis à Nice, en France, le 14 juillet dernier:

S'agit-il d'un attentat ?

Les autorités allemandes ne l'ont pas établi avec certitude mais tous les éléments qu'elles donnent pointent en direction d'un attentat au camion-bélier similaire dans ses circonstances à celui de Nice, le jour de la fête nationale, qui fit 84 morts et plusieurs centaines de blessés. La police berlinoise a annoncé mardi matin que le conducteur du poids-lourd avait «délibérément» foncé sur la foule

et qu'il s'agissait du coup «probablement» d'un attentat, même si l'hypothèse de l'acte d'un forcené ne peut encore être totalement écartée.

Que s'est-il passé exactement ?

Lundi soir vers 20h00 locales (19h00 GMT), un camion a traversé sur 50 à 80 mètres un des marchés de Noël les plus visités à Berlin, dans l'ouest de la capitale allemande. A quelques jours des fêtes, il était très fréquenté ce soir-là, notamment par les touristes. Le dernier bilan, encore provisoire, de la police, fait état de 12 morts et plusieurs dizaines de blessés, qui selon la presse locale souffrent de fractures diverses et hémorragies internes, causées par la violence du choc. Un témoin australien a indiqué que des enfants et personnes âgées figuraient parmi les personnes gisant au sol après le passage du camion.

Que sait-on du conducteur du poids-lourd ?

Il s'agit d'un homme qui a d'abord pris la fuite après avoir commis son forfait et laissé son véhicule à l'arrêt. Il a été interpellé peu après à deux kilomètres de là par la police, qui disposait

d'une description fournie par des témoins. Selon des médias allemands, il pourrait s'agir d'un Pakistanais ou d'un Afghan, connu de la police pour des actes de criminalité mais pas de radicalisation islamiste. L'agence allemande DPA indique qu'il s'agirait d'un réfugié arrivé en février 2016 en Allemagne. Ces éléments n'ont pas été confirmés par les autorités.

D'où venait le camion ?

Il s'agit d'un poids-lourd appartenant à une société de transport polonaise, qui n'a plus de nouvelles de son chauffeur. La police allemande pense qu'il a été volé. Un corps sans vie a été retrouvé dans le camion après le drame. Il pourrait s'agir du chauffeur dont on est sans nouvelles, selon des médias allemands. Selon les dirigeants de l'entreprise, le véhicule était chargé de 25 tonnes de produits métallurgiques en provenance d'Italie. Le routier se préparait à passer la nuit à Berlin, la société berlinoise qui devait prendre le chargement n'ayant pas pu le recevoir lundi.

«C'est mon cousin, je le connais depuis l'enfance. Je me porte garant de lui», a dit le patron de l'entreprise, Ariel Zurawski, à l'AFP. **AFP**

L'attentat de Berlin aura des répercussions politiques

■ L'attentat de Berlin va aggraver le dilemme des responsables politiques allemands : comment tenir compte de la colère des citoyens sans faire le jeu de la droite populiste. Ankara-Berlin: à quelques heures d'intervalle, deux attentats ont ébranlé la soirée du lundi 19 décembre. Dans la capitale turque, l'ambassadeur russe, Andreï Karlov, a été tué de plusieurs coups de feu, alors qu'il inaugurerait une exposition. En Allemagne, un camion a foncé dans la foule sur le marché de Noël installé au pied de la Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche (l'église du souvenir), faisant douze morts et 48 blessés. Aux premières heures de mardi, les autorités allemandes ne voulaient pas confirmer qu'il s'agissait d'un attentat terroriste — et non d'un accident —, mais la police déclarait que le camion avait été lancé «sciemment» sur les piétons.

Deux attentats, deux objectifs

Deux attentats. Deux modes opératoires, deux cibles, deux objectifs. A Ankara, un jeune homme de 23 ans, soupçonné d'être proche du groupe djihadiste al-Nosra, a visé le diplomate russe en tant que représentant du pays qui intervient dans la Syrie voisine contre l'opposition au régime de Bachar el-Assad. «N'oubliez pas Alep! N'oubliez pas la Syrie!», a-t-il crié en turc après avoir tiré sur Andreï Karlov. L'ambassadeur était ciblé, en tant que tel. A Berlin, les événements rappellent l'attentat de Nice, le 14 juillet, sur la promenade des Anglais. Le camion a foncé indistinctement dans la foule. Certes, on peut penser que le lieu n'a pas été choisi au hasard: une concentration de gens qui font leurs achats, se détendent après une journée de travail et se réconfortent avec du vin chaud, à l'occasion de la fête chrétienne de Noël. Un symbole, comme l'était le feu d'artifice de la fête nationale française à Nice. Toute la soirée de lundi, les journalistes comme les dirigeants politiques allemands ont pris grand soin de ne pas trancher hâtivement entre la thèse de l'accident et celle de l'acte terroriste. Ils étaient de toute évidence soucieux d'éviter d'une part de provoquer des réactions politiques et d'autre part de ne pas donner l'impression de vouloir minimiser l'événement. La semaine dernière, la presse allemande, en particulier la télévision publique, avait été critiquée pour ne pas avoir suffisamment «couvert» le meurtre d'une étudiante en médecine de Fribourg en Brisgau (Bade-Wurtemberg) par un jeune réfugié afghan de 17 ans. La crainte des médias était de fournir des arguments à la droite populiste dans le débat sur les réfugiés avec ce que certains considéraient comme un simple fait divers.

Répercussions politiques

L'attentat de Berlin est le dernier ne date d'une série qui a touché l'Allemagne au cours des derniers mois. La semaine dernière, un adolescent de 12 ans, originaire d'Iran, a été arrêté après avoir déposé un colis piégé au marché de Noël de Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat). En juillet, une jeune réfugié afghano-pakistanaise a attaqué à la hache des passagers d'un train régional de Wurtzbourg (Bavière). Quelques jours plus tard, un Syrien s'est fait sauter avec un sac à dos rempli d'explosif à l'entrée d'une fête de la musique à Ansbach. Entre temps, un autre jeune d'origine iranienne né en Allemagne avait provoqué une tuerie dans un fast food d'un centre commercial de Munich (9 morts, plusieurs dizaines de blessés). Mais il s'agissait de l'acte d'un forcené, pas d'un attentat terroriste.

L'attaque du marché de Noël de Berlin est la plus meurtrière qu'ait connue l'Allemagne. Une preuve de plus si c'était nécessaire qu'un pays européen n'est pas à l'abri du terrorisme même s'il ne participe pas activement à la coalition internationale contre Daech. L'Allemagne fait partie de la coalition mais apporte une aide logistique sans prendre part aux bombardements. L'attentat risque d'avoir des répercussions politiques alors que le parti de la droite populiste AfD (Alternative pour l'Allemagne) mène une campagne contre l'islam et que la droite du propre parti de la chancelière critique la politique d'ouverture envers les réfugiés. Au récent congrès de la CDU, Angela Merkel a dû affronter la fronde d'une partie de ses amis chrétiens démocrates qui ont imposé un durcissement de la politique d'immigration. En 2015, l'Allemagne a accueilli plus de 800.000 réfugiés. La chancelière a été à l'origine de l'accord avec la Turquie pour réduire le flot de migrants en provenance des zones de guerre du Proche-Orient. Mais elle s'est toujours refusée à fixer un «plafond» au nombre de réfugiés, comme le lui demandaient la droite de son parti et le parti frère bavarois.

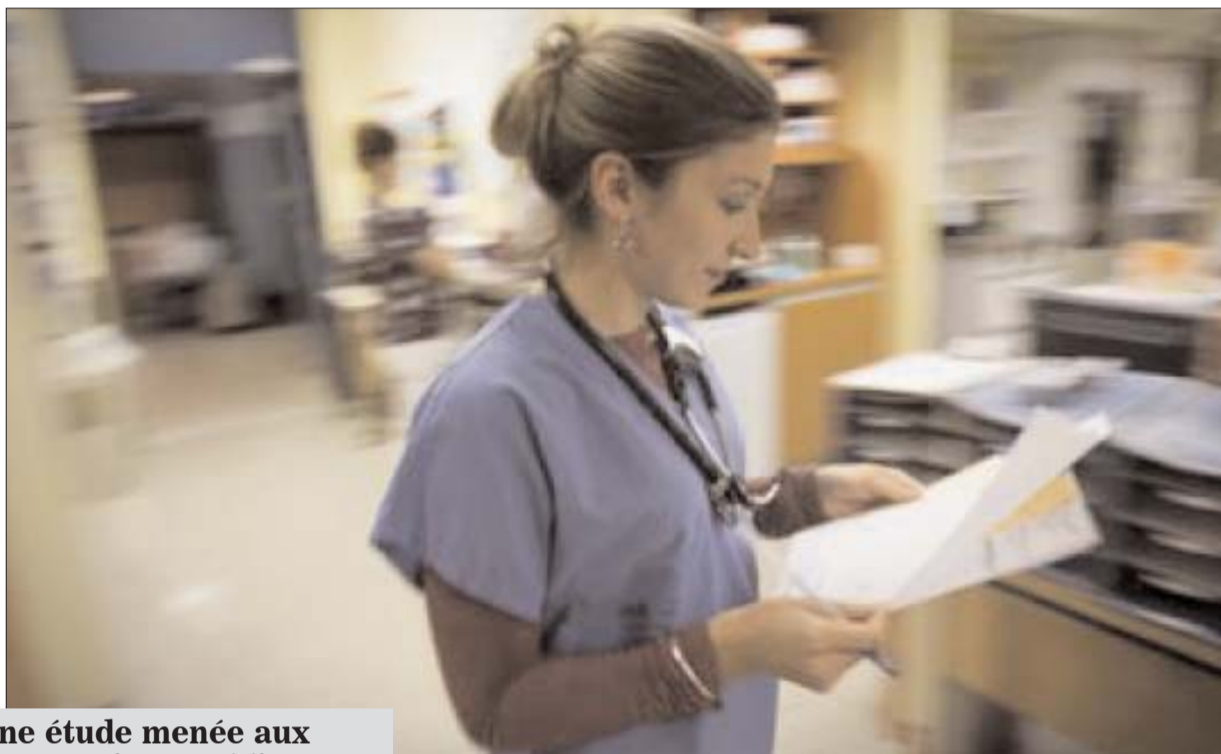
Ce refus lui a été reproché. Sa popularité en a souffert, dès le début de 2016 après que des centaines de femmes eurent été sexuellement agressées à Cologne pendant la nuit de la Saint-Sylvestre. Au cours des dernières semaines cependant, elle était de nouveau en hausse alors que s'ouvre en Allemagne une année électorale. Après douze ans passés à la chancellerie, Angela Merkel briguera un nouveau mandat à l'occasion des législatives de septembre. L'attentat de Berlin va aggraver le dilemme des responsables politiques allemands: comment tenir compte de la colère des citoyens sans faire le jeu de la droite populiste.

Daniel Vernet



Selon une étude

Etre traité par une femme médecin réduit le risque de mortalité



Une étude menée aux Etats-Unis et publiée lundi a révélé que les malades de plus de 65 ans hospitalisés ont moins de risques de décéder après leur admission si leur médecin généraliste habituel est une femme.

Les chercheurs ont analysé les données cliniques portant sur plus de 1,5 million de bénéficiaires du programme de couverture médicale des retraités («Medicare»), entre 2011 et 2014.

Ils ont constaté que les patients soignés par une femme médecin avaient 4% de risques de moins de décéder prématurément dans les 30 jours que ceux traités par un médecin homme.

Ces malades avaient aussi 5% moins de risques de devoir revenir à l'hôpital dans le mois qui suit leur sortie s'ils ont été traités par une femme.

Cette étude paraît dans la dernière édition de la revue médicale JAMA

Internal Medicine.

Selon ces chercheurs de la Faculté de santé publique de l'université de Harvard (Massachusetts), si les médecins hommes pouvaient obtenir les mêmes résultats que leurs consœurs, il y aurait 32.000 décès de moins annuellement parmi les patients de plus de 65 ans aux Etats-Unis. Ce chiffre est comparable au nombre de morts annuels résultant des accidents de la route dans le pays.

«Cette différence dans les taux de mortalité nous a surpris», explique Yusuke Tsugawa, un chercheur à l'Université de Harvard, le principal auteur.

«Le sexe du médecin paraît faire une différence pour les patients qui sont les plus malades», relève-t-il, ajoutant que «les résultats de cette étude mettent en lumière des différences potentielles dans la pratique de la médecine entre hommes et femmes qui pourraient avoir des implications cliniques importantes».

Des études précédentes avaient trouvé des différences dans la manière dont les médecins femmes et hommes

pratiquent la médecine. Ainsi par exemple, les femmes adhèrent le plus souvent aux recommandations cliniques et sont plus à l'écoute des patients.

Mais ces travaux sont les premiers à analyser au niveau national comment ces différences entre hommes et femmes dans la pratique médicale affectent les résultats cliniques.

Quand les auteurs ont limité leur analyse aux seuls internes qui sont retenus au hasard des emplois du temps pour traiter les malades entrant à l'hôpital, ils ont obtenu les mêmes résultats.

Un tiers des médecins pratiquant aux Etats-Unis sont des femmes. Et aujourd'hui, la moitié de tous les diplômés des facultés de médecine sont des femmes.

Selon Ashish Jha, directeur de l'Institut de la santé de Harvard qui a dirigé cette étude, il existe des disparités importantes entre médecins hommes et femmes au détriment de ces dernières en termes de promotion et de salaires.

R. I.

Japon

Près de la moitié d'heures supplémentaires ne sont pas payées

Les salariés japonais effectuent en moyenne 40 heures supplémentaires de travail par mois. Or, près de la moitié de ce temps de travail n'est pas rémunéré car pas pris en compte par les employeurs. La Confédération des syndicats japonais, à l'initiative d'une étude sur cette question, dénonce l'écart entre les statistiques officielles et la réalité.

Au Japon, le pays du « karoshi », ou décès par excès de travail, la durée légale hebdomadaire est de 40 heures. Mais la loi ne fixe pas le plafond d'heures supplémentaires qu'un salarié peut effectuer. D'où l'équivalent d'une semaine supplémentaire de travail par mois, soit 40 heures en moyenne, mise en évidence par cette étude. Mais ni le patronat ni les syndicats ne semblent vraiment s'en préoccuper car c'est traditionnellement la contrepartie de la garantie de l'emploi à vie et ce temps est soumis à la pression de l'environnement, employeurs et même collègues.

Les syndicats préfèrent négocier des salaires qui englobent plus ou moins des dépassements d'horaires, mais très inférieurs à la réalité.

Or, selon les spécialistes de la santé au travail, au-delà de 20 heures supplémentaires par mois, ajoutées aux 40 heures hebdomadaires, on entre dans une zone à risque où le sommeil ne suffit plus à la récupération. D'autant plus que les Japonais ne prennent en moyenne que la moitié de leurs trois semaines de congés payés par an.

RFI

Pollution de l'air en Chine Plus de 200 vols annulés

Plus de 200 vols ont été annulés, et des feux rouges noyés dans un opaque brouillard toxique à Pékin au cinquième jour d'une alerte rouge à la pollution, a indiqué mardi une source aéroportuaire.

Au total, 217 vols avaient déjà été annulés en raison de la visibilité, réduite à 1.000 mètres sur les pistes, a indiqué l'aéroport international de la capitale chinoise. La pollution de l'air s'est détériorée lundi dans de nombreuses parties du nord de la Chine, avec une faible visibilité perturbant le trafic aérien et la circulation routière. Entre dimanche et lundi, l'aéroport de Tianjin a suspendu ses opérations, avec 131 vols annulés et 75 retardés. En outre, toutes les autoroutes dans la municipalité de Tianjin (nord) ont été fermées. Le bureau municipal de la protection de l'environnement de Pékin a adopté une série de mesures pour réduire la pollution, dont la restriction de véhicules, pour aider à baisser les émissions de PM2,5 de plus de 20%. Le smog a commencé à envelopper Pékin, Tianjin et les provinces du Hebei, du Henan et du Shandong dès le week-end dernier et devrait se dissiper jeudi. Une vingtaine de villes ont émis des alertes jaunes au smog.

Les indices de PM2,5 dans de nombreuses villes du nord de la Chine, dont la plupart au Hebei et au Henan, ont dépassé lundi 500 microgrammes par mètre cube. L'indice dans une station de surveillance à Shijiazhuang, capitale du Hebei, a dépassé 1.000 microgrammes par mètre cube lundi. Des taux très au-dessus du seuil maximal de 25 recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour une exposition de 24 heures.

T. K.

Grippe aviaire en Corée du Sud Environ 19 millions de volailles abattues

Plus de 19 millions de volailles ont été abattues en Corée du Sud suite à la propagation rapide d'une souche hautement pathogène de la grippe aviaire à travers le pays, a rapporté mardi l'agence de presse sud-coréenne Yonhap.

«Le nombre des volailles abattues à cause de la grippe aviaire avait atteint lundi 19,11 millions», indiquent les données du ministère sud-coréen de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, relayés par Yonhap.

Le premier cas a été signalé le 16 novembre dans une ferme du comté de Haenam, situé dans la province du Jeolla du Sud, dans le sud-ouest du pays.

Cela signifie qu'en un mois, près de 600.000 poulets et canards ont été tués chaque jour, et ce nombre pourrait continuer d'augmenter, note l'agence

Le virus H5N6 se propage à une vitesse alarmante, alors que 204 fermes sud-coréennes ont été confirmées en tant que zones infectées.

R. N.

Présidentielle américaine

Le collège électoral confirme la victoire de Trump

Par RFI

Donald Trump a été officiellement élu président des Etats-Unis par le collège électoral, lundi 19 décembre 2016, avec une large majorité. Le milliardaire a recueilli 304 voix parmi les grands électeurs, contre probablement 228 pour Hillary Clinton - les résultats de Hawaï seront connus plus tard. La révolte des anti-Trump, qui espérait renverser le scrutin, a donc échoué.

Echec sans surprise. Depuis la création en 1787 du collège électoral, qui rassemble les représentants du peuple américain chargés d'élire le président des Etats-Unis, les défections des grands électeurs, tenus de respecter le mandat qui leur a été confié pendant l'élection par les électeurs, ont été rares. En général, le vote est d'ailleurs une simple formalité.

Cette année, c'était différent, en raison de la personnalité contestée du vainqueur, mais aussi de l'avance de Hillary Clinton au suffrage universel -

presque plus de 3 millions de voix. Sans même parler de l'interférence supposée de la Russie pendant la campagne. Un mouvement s'était ainsi formé pour tenter de convaincre les grands électeurs dont les Etats avaient voté pour Donald Trump de lui retirer leur soutien.

Ironiquement, il y a finalement eu plus défections chez les démocrates que chez les républicains ! M. Trump a perdu deux voix chez les Texans, alors que Mme Clinton en a perdu quatre. Quelqu'un a voté pour l'ancien secrétaire d'Etat de G. W. Bush, Colin Powell. une autre personne a voté pour le chef des Sioux qui avait organisé les manifestations contre la construction d'un oléoduc dans les Dakotas.

Si 37 grands électeurs avaient lâché le magnat new-yorkais, et que ce dernier s'était retrouvé en dessous des 270 voix, il serait de toutes façons revenu à la Chambre des députés d'élire le président. Et celle-ci est dominée par les républicains. A noter

que si les grands électeurs sont pour la plupart inconnus du grand public, dans l'Etat de New York, un au moins ne l'était pas : Bill Clinton, dont on devine pour qui il a voté.

Sa victoire maintenant confirmée, Donald Trump a - modestement - réagi par communiqué, parlant d'une « victoire écrasante et historique », même si sur les 58 élections présidentielles, il ne se classe qu'en 46e position en termes de voix remportées au collège électoral. L'homme d'affaires s'est également engagé à être un président « rassembleur ».

Dans un tweet, par lequel le futur 45e président américain voulait remercier ses soutiens, ce dernier a cependant décoché une flèche à sa cible favorite, la presse, à laquelle il a reproché « une couverture inexacte et déformée ». Pendant les quatre prochaines années, les correspondants à la Maison Blanche vont peut-être pouvoir demander une prime pour affectation en zone dangereuse !

RFI

Rencontres cinématographiques de Hassi Messaoud

Booster l'investissement privé dans le cinéma en Algérie

Les 1^{ères} rencontres cinématographiques de Hassi Messaoud (18-22 décembre) constituent une initiative culturelle pionnière dans le Sud du pays, appelée à booster l'investissement privé dans le domaine du cinéma en Algérie, a affirmé le coordinateur général de cette manifestation culturelle.



Le «nouveau-né» qu'abrite la capitale de l'industrie pétrolière pourra être une véritable locomotive susceptible d'encourager et de motiver le secteur privé en Algérie à s'investir dans la production cinématographique, a souligné Hassan Benzerari, en marge de la cérémonie inaugurale.

De son côté, le cinéaste algérien Ahmed Rachedi a estimé que la présélection de 10 films arabes aux Oscars 2017, dans la catégorie «Meilleur film étranger», est une «distinction» pour le cinéma arabe, ajoutant que la

coproduction revêt une grande importance dans la promotion de l'activité cinématographique dans le Monde arabe, en tant que moyen d'expression de sa réalité, de ses préoccupations et de ses douleurs.

La cérémonie inaugurale, tenue dimanche soir à la base du 5 Juillet 1962 de l'entreprise nationale des Grands travaux pétroliers (GTP), s'est déroulée en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, et de plusieurs figures du cinéma algérien et arabe, à l'instar de Chafia Boudraâ, Abdenour Chellouche, Badis Fodala, Nawel

Zaâtar, Bahia Rachedi (Algérie), Khaled Abol Naga et Tarek Abdelaziz (Egypte), Suzan Najm Aldeen (Syrie), Anahid Fayadh (Jordanie) et Lotfi Abdelli (Tunisie).

Des remises de trophées symboliques en l'honneur d'artistes participants ont marqué la soirée d'ouverture de ces 1^{ères} rencontres cinématographiques, qui était aussi l'occasion de projeter un court métrage tunisien *Ghesra*, réalisé par Djamil Nadjar.

Les 10 films arabes présélectionnés aux Oscars 2017 dans la catégorie «Meilleur film étranger» seront projetés durant ces 1^{ères} ren-

contres cinématographiques de Hassi Messaoud, selon les organisateurs.

Il s'agit, entre autres oeuvres, du film algérien *Le Puits* de Lotfi Bouchouchi, *Le classico* de l'Irakien Mustapha Halkawt, *Ichibak* de l'Égyptien Mohamed Dyab, *3.000 nuits* de la Palestinienne May Masri, *Kethir Kabir* du Libanais Merjane Bouchaya et *Barka Toukabilou Barka* du Saoudien Mahmoud Sebbagh, a précisé à l'APS, Fayçal Chibani, le chargé de communication de cette manifestation.

Les films algériens *Zabana* de Saïd Ould Khelifa, *Loffi* de Ahmed Rachedi, *Hors-la-loi* de Rachid Bouchareb, *L'envers du miroir* de Nadia Laâbidi, *Harraga Blues* de Moussa Haddad, *Patrouille à l'Est* de Amar Laskri, ainsi que *l'Algérie vue de ciel* de Yann Arthus-Bertrand et de Yazid Tizi, sont d'autres films dont la projection est prévue à l'occasion de ces journées, a-t-il ajouté. Selon M. Chibani, des rencontres-débats animées par des réalisateurs et des professionnels sont prévues à l'issue des projections, en plus de trois ateliers de formation sur l'image, la critique cinématographique et l'infographie, destinés aux jeunes cinéphiles et réalisateurs amateurs.

Des projections sont aussi programmées par le Centre national du cinéma audiovisuel (Cnca) à travers les communes de Hassi Messaoud, Ouargla, Touggourt, Zaouia El Abidia et Tebesbest dans le cadre de cette manifestation culturelle organisée par l'association "Lumières" avec le concours de différents partenaires, dont des hommes d'affaires locaux et des entreprises privées, en collaboration avec les collectivités locales.

R. C.

Colloque «Bougies qui ne s'éteignent pas»

Le romancier algérien Abdelmalek Mortad à l'honneur

La 6^{ème} édition du Colloque national littéraire «Choumouâ la tantafia (Bougies qui ne s'éteignent pas), ouvert lundi à Oran, est dédiée au romancier algérien Abdelmalek Mortad, en guise de reconnaissance à ses contributions littéraires et critiques pour relancer la littérature algérienne et la hisser à un niveau mondial.

Le professeur Mortad, qui est toujours à son apogée, a été honoré par ses pairs en guise de reconnaissance de ses ouvrages qui ont enrichi les états des bibliothèques nationales et arabes et ce, en présence d'une pléiade d'hommes de lettres, d'universitaires et de chercheurs.

Le doyen de la critique algérienne, Abdelmalek Mortad a exprimé, à cette occasion, sa grande fierté pour cet hommage qui coïncide avec la célébration de la Journée

mondiale de la langue arabe, appelant les responsables à faire d'Oran «une capitale nationale de la culture car elle accorde son intérêt aux intellectuels et aux hommes de lettres algériens et oeuvre à développer le secteur de la culture et le renforcer par des équipements et des structures».

Dans une déclaration à la presse en marge de cette rencontre de deux jours, le professeur Mortad trouve que la langue arabe est la plus belle au monde, soulignant «j'ai passé ma vie à l'étudier et à chaque fois je découvre que j'ignore beaucoup de cette langue». L'universitaire Stamboul Nacer a qualifié, pour sa part, l'homme de lettres Abdelmalek Mortad «d'enseignant de générations», de «formateurs d'académiciens de l'université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella et «d'acquis pour la ville d'Oran» qui a honoré

lundi une icône de la littérature et de la critique algérienne. «Abdelmalek Mortad qui a, à son actif, plus de 70 ouvrages en critique, romans et études littéraires demeure une flamme qui illumine le chemin des chercheurs sur la scène culturelle», a souligné l'universitaire Tahar Belhaya dans son intervention. Parmi ces oeuvres, des romans dont *La renaissance de la littérature contemporaine en Algérie*, *Théorie de la langue arabe*, *Théorie de la critique*, *Texte littéraire d'où et vers où*, outre des contes et des pièces de théâtre.

Abdelmalek Mortad, qui a été honoré à plusieurs reprises dans le Monde arabe, a assumé la fonction de directeur de la culture à Oran (1980-1983) puis enseignant au département de la langue et lettres arabes à l'université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella et

ensuite ex président du Haut conseil de la langue arabe. En outre, il a été désigné membre du jury au concours Le poète des millions, organisé à Abu Dhabi (Emirats arabes unis).

Une série de communications est programmée pour cette rencontre abondant, entre autres, le parcours littéraire et culturel de Abdelmalek Mortad, des lectures poétiques, un hommage au conteur Rouane Chérif, lauréat de la 2^{ème} place au concours arabe Hamsa du Caire (Egypte).

Cette rencontre, organisée par la direction de la culture et la direction de la culture d'Oran avec la contribution des associations culturelles locales, sera clôturée par l'annonce des résultats du concours national du récit, de la poésie classique et du melhoun.

T. K.

Démantèlement du réseau de salles de cinéma

Impacté négativement la production

Le démantèlement et la privatisation du réseau des salles obscures au milieu des années 1980 a «impacté négativement» la production cinématographique nationale, a indiqué, lundi à Tizi Ouzou, le journaliste et écrivain Abdelkrim Tazarout.

Intervenant à la Maison de la culture Mouloud Mammeri où il a animé une conférence-débat sur «l'investissement dans le cinéma algérien», organisée dans le cadre du Festival culturel national annuel

du film amazigh (17 au 22 décembre), il a estimé que le déclin du cinéma national a commencé avec la crise financière de 1986 marquée dans le secteur de la culture par, notamment la privatisation des salles obscures.

«Le privé qui s'est vite rendu compte qu'il est coûteux d'acheter un film de l'étranger et d'en produire, s'est mis à la projection de DVD», a regretté le conférencier qui a observé que ces salles de cinéma ont été progressivement «détournées» de leur vocation

pour être transformées en salles des fêtes. La perte de ce réseau de salles de cinéma a fait perdre au 7^{ème} art une de ses sources de financement, a-t-il soutenu.

En outre, d'autres aspects entourant la production et la mise sur le marché d'un film tel que ceux liés à l'exploitation, la distribution et à la promotion du produit cinématographique ont été négligés, a-t-il observé.

La dissolution des trois entreprises publiques du cinéma dans le sillage de la crise financière de

1986 a fini par donner «le coup de grâce» au 7^{ème} art, a encore déploré le conférencier.

La décennie noire durant les années 1990 a fini aussi par «achever la production culturelle en général, et cinématographique en particulier», a poursuivi M. Tazarout qui a observé que, durant cette période, il y avait «un coup d'arrêt de l'activité culturelle» avec une baisse drastique de la fréquentation des salles de cinéma. La remise en fonction de ce réseau de salles de cinéma contribuerait à

relancer le cinéma, a-t-il soutenu.

Lors de l'ouverture, samedi dernier de la 15^{ème} édition du Festival du film amazigh, le secrétaire général du ministère de la Culture, Smaïl Oulebsir, a rappelé que son département ministériel avait lancé un projet de récupération et de réhabilitation des salles de cinéma à travers le territoire national, au titre de la politique de relance du 7^{ème} art afin d'assurer une viabilité économique et commerciale au film.

R. T.

PAROLES DE FEMMES

«Si l'on change intérieurement, on ne doit pas continuer à vivre avec les mêmes objets.»

Anaïs Nin



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Un changement en prépare un autre.»

Nicolas Machiavel

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Kim Kardashian et Kanye West font taire les rumeurs de séparation

Selon nos confrères américains du site TMZ, Kim Kardashian et Kanye West ont profité du dernier week-end avant Noël pour se retrouver, devant les paparazzis.

Production, chanson, stylisme, vie de famille, Kanye West était partout. Mais depuis l'agression de sa femme, Kim Kardashian, en octobre dernier à Paris, il n'était plus nulle part. Trop de travail, trop de pression, trop d'émotions, le rappeur avait même dû se faire hospitaliser d'urgence il y a quelques semaines, et cela avait suffi aux médias pour faire naître la rumeur d'un divorce. Il faut dire qu'après la mésaventure française de Kim, le couple pourtant toujours très présent et soucieux de médiatiser les moindres détails de sa vie, n'était plus apparu ensemble.

Bien que l'entourage de Kim Kardashian et Kanye West ait plusieurs fois démenti la possibilité d'une rupture, cela n'a pas permis de faire cesser les on-dit. Remis et prêts à célébrer les fêtes de fin d'année, Kim et Kanye ont retrouvé assez d'énergie pour remettre les pendules à l'heure. Plutôt qu'un simple dîner en amoureux à la maison, ils ont choisi de se montrer, ensemble, dans un restaurant de Santa Monica, pas tout à fait choisi au hasard. Le Giorgio Baldi est en effet connu pour être un véritable repère de paparazzis. Clic, clac, quelques clichés plus tard, l'éventualité d'un divorce est oubliée!



COUPLE

A QUOI RESSEMBLE L'HOMME PARFAIT ?

L'homme parfait, vous y croyez ? S'il peut prendre de multiples visages et de nombreuses apparences, il possède des qualités qui font qu'on le reconnaîtrait entre mille !

Puisque les problématiques ménagères font parfois des étincelles dans les couples, quoi de mieux que ce point de départ pour comprendre les attentes que les femmes nourrissent envers les hommes ? Ainsi, la marque Dr Beckmann, connue notamment pour ses produits détacheurs, a réalisé un sondage de grande envergure auprès de la gente féminine afin de déterminer à quoi ressemble un homme parfait. On découvre ainsi que l'homme idéal doit pouvoir s'occuper d'une partie des tâches ménagères, tout en préparant de

bons petits plats, avoir le sens des traditions et de bonnes manières. Rien que ça !

En effet, les résultats sont formels. 64% des femmes veulent un homme courageux et capable de les protéger, 53% espèrent qu'il soit gentleman avec de vraies bonnes manières, mais ce n'est pas tout... 54% désirent qu'il soit bon cuisinier, 42% qu'il maîtrise les rouages de la machine à laver et 57% qu'il soit expert en aspirateur et lingettes dépoussiérantes ! Ces dernières vont jusqu'à insister sur le fait que monsieur doit

PRATIQUE

Voici une technique de respiration simple et efficace qui permet de se décharger des pensées négatives. Si vous commencez à stresser, inspirez profondément en imaginant que vous remplissez votre corps d'énergie positive, de sérénité. Puis expirez le plus longuement possible en évacuant les éléments

être capable de trier les blancs et les couleurs quand il prépare le linge à laver, et que les araignées ne doivent pas être un problème pour lui !

Mais l'étude ne s'arrête pas là et a aussi pris soin de demander à ces messieurs ce qui, selon eux, les rendrait parfaits ! 39% s'accordent à dire que l'homme parfait gagne plus d'argent que sa petite amie, 51% pensent qu'il doit posséder une voiture, 53% disent qu'il doit savoir s'occuper des enfants, et 10% estiment qu'il ne doit pas avoir peur

des... araignées. Ceci dit, ces derniers admettent volontiers que le partage des tâches est une bonne chose, et ils sont 46% à dire que l'homme parfait doit être capable de cuisiner pour sa bien-aimée et 41% à admettre qu'il est plus agréable de savoir laver ses vêtements soi-même.

De l'avis du porte-parole de Dr Beckmann " A bien des égards, les deux sexes ont une idée très semblable de ce qui fait qu'un homme est parfait ". Alors messieurs, vous commencez quand ?

ANTI-SOUCI EXPRESS

négatifs, les contrariétés, les tensions. Recommencez cet exercice plusieurs fois. Inspirez le positif, expirez le négatif. Vous voyez : c'est tout simple de respirer le bien-être ! Il suffit parfois d'un rien pour se sentir bien... Une méthode originale de relaxation : Pas à pas, au rythme d'exercices bien expli-

qués et faciles à faire, vous dénouerez vos tensions et surmonterez vos difficultés grâce à la médit-action. Une pratique qui s'inspire de la sophrologie et des techniques orientales de respiration et de méditation. "La Médit-action", Carole Serrat et Laurent Stopnicki, éd. Pocket.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Equipe nationale

Leekens rassuré par la forme des attaquants

Les attaquants de la sélection algérienne se sont illustrés avec leurs clubs respectifs ce week-end avant trois semaines de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2017), compliquant, de ce fait, la tâche du coach national, Georges Leekens, dans le choix des huit éléments offensifs devant faire partie de sa liste finale des 23 joueurs lors du rendez-vous gabonais (14 janvier - 5 février). La palme d'or revient incontestablement à Yacine Brahimi auteur d'un retour tonitruant après plusieurs mois de galère. Le stratège du FC Porto poursuit sa résurrection enclenchée au bon moment en se distinguant lors du précédent match de son équipe en championnat face à Marítimo avec à la clé un but et une passe décisive. Très peu utilisé depuis le début de cet exercice, Brahimi est à son quatrième but, toutes compétitions confondues, et le troisième en trois rencontres de rang. Désormais, plus aucun doute subsiste à propos de sa présence dans la liste des 23 après avoir soigné sensiblement son volume de jeu, seul handicap auquel il faisait face pour garder sa place dans l'échiquier des Verts. Hilal Soudani, absent pour blessure de la précédente rencontre de la sélection nationale au Nigeria (défaite 3-1), a lui aussi fait parler de lui en signant un nouveau but dans le championnat croate, son 10e cette saison qui l'a propulsé en tête du classement des buteurs de cette épreuve. Les trois joueurs évoluant en Belgique retenus sur la liste élargie du sélectionneur national en vue de la CAN, en l'occurrence Ishak Belfodil, Idriss Saadi et Sofiane Hanni, ont tous les trois marqué des points à l'occasion de la 19e journée. Belfodil (Standard Liège) a inscrit son 6e but en championnat et 9e toutes compétitions confondues, confirmant son retour au premier plan après une saison ratée aux Emirats



arabes unis lui ayant valu d'être écarté des rangs des Verts. Hanni, quant à lui, a mis fin à trois semaines de disette en signant un doublé au profit d'Anderlecht, portant à six son total de buts en championnat. Mais le meilleur buteur algérien en Belgique reste toujours Saadi, l'attaquant de Courtrai, qui, malgré la

cuisante défaite de son équipe sur le terrain du Club Bruges (5-1), a de nouveau frappé en signant l'unique réalisation des siens, soit son 11e but dans l'épreuve. Il pointe d'ailleurs à la deuxième place au classement des buteurs.

Feghouli traîne la patte

En France, Rachid Ghezzal n'a pas laissé passer l'affiche de la 18e journée de Ligue 1 entre Monaco et Lyon pour marquer des points. Buteur et passeur décisif, il a contribué grandement à la victoire des Lyonnais (3-1), non sans recevoir les éloges de son président Jean-Michel Aulas à l'issue de la partie. Côté déception, les deux attaquants vedettes de Leicester City, Islam Slimani et Riyad Mahrez, sont restés muets lors du nul ramené de Stoke City. Ils n'ont d'ailleurs même pas terminé la partie qui a vu leur équipe décrocher le nul dans les derniers instants (2-2). Le grand perdant dans cette bataille à distance que se livrent les attaquants algériens d'Europe pour être du voyage gabonais, reste sans doute Sofiane Feghouli. Le vice-capitaine des Verts a de quoi nourrir des inquiétudes au sujet de sa participation à la CAN après avoir suivi du banc de touche l'intégralité du match gagné par son équipe West Ham face à Hull City (1-0). L'ex-joueur de Valence (Liga espagnole) a fait pour l'occasion son retour dans la liste des 18, de laquelle il était écarté lors des deux rencontres d'avant, lui qui comptabilise seulement une (1) minute comme temps de jeu en Premier League depuis le précédent match des Verts au Nigeria.

Imad M.

Championnat du Qatar/Al-Shahaniya

Tiaiba et Gourmi ne partiront pas au mercato

Le président d'Al-Shahaniya (Div. 1 qatarie de football) Menahi Al-Shamari a affirmé lundi que les deux attaquants algériens de l'équipe Mohamed Tiaiba et Khaled Gourmi ne seront pas libérés lors du mercato d'hiver. «La direction du club fait entièrement confiance à ces joueurs qui ont démontré de bonnes dispositions lors de la première partie de la saison. Le staff technique compte sur eux pour réaliser le principal objectif qui est le maintien», a-t-il indiqué au quotidien Stade Doha. Tiaiba et Gourmi ont rejoint Al-Shahaniya durant l'in-

tersaison en provenance respectivement du RC Relizane et du MC Alger, les deux pensionnaires de la Ligue 1 algérienne. La sortie médiatique du premier responsable du club fait suite aux informations rapportées par la presse locale faisant état d'un éventuel départ des deux joueurs algériens cet hiver. Mohamed Tiaiba, co-meilleur buteur de la Ligue 1 algérienne la saison dernière en compagnie du Libyen Mohamed Zaâbiya avec 13 buts chacun, a inscrit jusque-là 6 buts depuis le début de la saison alors que Gourmi en a marqué 2. Au terme de la 12e

journée de la «Stars league» qatarie, Al-Shahaniya pointe à la 9e place au classement avec 12 points, soit trois longueurs d'avance sur le premier relégable Al-Kharitiyath (12e, 9 pts).

Ligue 1 (15^e J) MCA-USMBA
Le match est maintenu à Omar-Hamadi

Le match MC Alger-USM Bel-Abbès comptant pour la 15e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football est maintenu pour le moment au stade Omar-Hamadi jeudi (17h00) en dépit de la demande formulée par le club algérois pour délocaliser la rencontre au 5-juillet, a-t-on appris lundi de la Ligue de football professionnel (LFP). «Jusqu'à preuve du contraire, le match MCA-USMBA est maintenu au stade Omar-Hamadi comme programmé initialement par la LFP. La direction du MCA n'a toujours pas reçu l'aval de l'Office du complexe olympique (OCO) pour délocaliser la rencontre au stade du 5-juillet, donc je ne peux prendre aucune décision dans ce sens», a indiqué à l'APS le président de la LFP Mahfoud Kerbadj. La direction du MC Alger a sollicité mardi dernier la LFP pour la délocalisation du match face à l'USM Bel-Abbès. Le Doyen a justifié cette demande par «la particularité de ce dernier match de la phase aller qui se caractérisera par un très grand engouement de la part de milliers de supporters» qui feront le déplacement au stade.

Football féminin

Le club de Saint-Denis (France) à Tikjda pour s'entraîner

Le club de football féminin français de Saint-Denis est arrivé lundi matin au centre national des sports et de loisirs de Tikjda (CNSLT) en provenance de Béjaïa pour effectuer deux séances d'entraînement. La délégation est composée de 30 personnes dont 23 joueuses. Le club de Saint-Denis a été invité par le club de football féminin d'Akbou (Béjaïa) dans le cadre d'une initiative d'échange culturel et sportif, a expliqué le président du CF Akbou, Merabet Omar. «L'équipe hôte de Saint-Denis effectuera deux séances d'entraînement au CNSLT avant de rallier dans la soirée la commune d'Ouzellaguen (Béjaïa) où elle disputera un tournoi international organisé par le CF Akbou en collaboration avec la ligue de football féminin», a précisé le même responsable. Quatre clubs participent à cette manifestation sportive et culturelle à savoir le CFA, le club de Saint-Denis, le club d'Ouzellaguen et celui d'Amizour, selon Merabet. Le staff du Racing de Saint-Denis est depuis jeudi dernier à Béjaïa, où il assistera mardi et mercredi à un programme d'échange culturel et sportif, dont une opération de cueillette d'olives, ainsi qu'un match-gala qui aura lieu mercredi soir à Ouzellaguen, a-t-il ajouté.

EN Dames
Les Algériennes en stage à Sidi Moussa

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football (dames) Azzedine Chih a fait appel à 26 joueuses pour un stage préparatoire du 24 au 29 décembre au centre technique national de Sid Moussa (Alger), rapporte la Fédération algérienne (FAF) lundi sur son site officiel. La sélection nationale qui a échoué à se qualifier pour la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2016, disputée au Cameroun, prépare les prochaines échéances sous la houlette de Chih, reconduit dans ses fonctions. Ayant passé l'écueil de l'Ethiopie au premier tour des éliminatoires de la CAN-2016, les équipières de Naïma Bouhenni se sont fait éliminer au deuxième tour par le Kenya (aller 2-2, retour 1-1).

Liste des joueuses convoquées :

Kahina Taknint (ASSN), Mounia Hhouache (ASSN), Zineb Kendouci (ASSN), Hanane Benamara (ASSN), Ouahida Kesri (ASSN), Habiba Sadou (Affak Relizane), Fatima Sekouane (Affak Relizane), Fathia Benkheda (Affak Relizane), Naïma Bouhenni-Benziane (Affak Relizane), Aïcha Hamidache (Affak Relizane), Keltoum Arbi-Aouda (Affak Relizane), Houria Afak (ASE Alger-centre), Fatima Bara (ASE Alger-centre), Laëtitia Akli (ASE Alger-centre), Rayane Brahimi (FC Constantine), Baya Messakri (FC Constantine), Imane Merouche (FC Constantine), Besma Benlekhef (FC Constantine), Safia Smaïl (FC Constantine), Houada Bouafane (FC Constantine), Loubna Adjaoud (CFF Akbou), Lila Benboudjemaâ (CFF Akbou), Fatima Beledghene (Intissar Oran), Amel Zenasni (Intissar Oran), Zhor Boucebsi (JF Khroub), Wafa Laïb (JF Khroub).

CS Constantine

La direction opte pour l'entraîneur Amrani

La direction du CS Constantine (Ligue 1 algérienne de football) a opté pour l'entraîneur Abdelkader Amrani qui aura à succéder à l'Espagnol Miguel Portugal Viccaro, démissionnaire, a-t-on appris de la direction du club constantinois. «Après une série de discussions avec certains techniciens, nous avons opté pour Amrani qui a fini par donner son accord de principe. Il reste quelques détails à régler pour finaliser son engagement», a affirmé Saïd Hamiti, membre du Conseil d'administration du CSC. L'Espagnol Miguel Portugal Viccaro, en poste

depuis octobre dernier, a décidé de claquer la porte après avoir dirigé quatre rencontres seulement sur le banc du CSC. «Amrani veut des garanties financières pour finaliser son engagement avec le CSC, lui qui appréhende l'instabilité administrative caractérisant le club depuis le début de la saison», a souligné Hamiti. Le CSC avait pris attache préalablement avec les deux entraîneurs algériens Adel Amrouche et Meziane Ighil avant de jeter son dévolu sur Amrani qui a débuté la saison sur le banc de l'ES Sétif avant de démissionner à l'issue de la

défaite concédée à Alger face à l'USMA (3-1) dans le cadre de la 14e journée du championnat. Amrani devrait donc être le quatrième entraîneur à diriger la barre technique des «Sanafir» depuis le début de cet exercice après le Franco-Portugais Didier Gomes, Karim Khouda et Miguel Portugal Viccaro. Éliminé en 16es de finale de la Coupe d'Algérie par la JS Saoura (1-0), le CSC pointe à la 13e place au classement de l'élite avec 14 points, soit une longueur d'avance seulement sur le premier relégable, la JS Kabylie.

Reprise d'Alep par l'Etat syrien Une «nouvelle victoire» contre le terrorisme selon Ismaïl Chergui

Le commissaire du Conseil de la paix et la sécurité (CPS) auprès de l'Union africaine, Ismaïl Chergui, a estimé, lundi à Oran, que ce qui se passe en Syrie (Alep) est «une nouvelle victoire contre le terrorisme».

En réponse à une question relative à sa position quant à la reprise en main, par l'Etat syrien, de la situation à Alep, M. Chergui a souligné lors d'un point de presse au terme des travaux du 4^{ème} séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique : «Nous accordons une importance à tout ce qui se passe au Moyen-Orient de par sa proximité de notre continent, mais aussi eu égard à son étendue en matière de paix et de sécurité en Afrique. Nous le considérons comme nouvelle victoire sur le terrorisme».

Il a ajouté, dans ce contexte, que le CPS salue tout ceux qui contribuent à instaurer la paix et la stabilité, tout en espérant que d'autres démarches puissent être entreprises dans ce sens pour faire taire les foyers de crise.

«Nous nous intéressons à notre continent bien sûr, et aussi aux autres parties dont la situation de crise peut s'étendre vers l'Afrique», a-t-il déclaré, avant d'affirmer que «nous combattons pour instaurer la paix dans le continent et également dans le monde entier dans l'espoir que cet effort soit compris à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique et que le travail soit collectif afin de ne pas permettre d'impliquer nos jeunes dans des tendances radicales et dangereuses.»

M. Chergui a révélé, dans ce sens, que des tentatives de retour de terroristes du Yémen vers l'Afrique orientale ont été enregistrées, appelant à la vigilance et davantage d'efforts de prévention contre tout ce qui menace la paix et la sécurité des pays.

Par ailleurs et au sujet de l'avenir des institutions et structures de l'Union africaine, le Commissaire du CPS a déclaré que cette organisation continentale est déterminée à défendre son droit d'obtenir deux sièges permanents au Conseil de sécurité et pas seulement trois sièges de membres non permanents.

Il a ajouté qu'un effort est déployé pour développer le rôle de l'UA sur le plan onusien à travers la présence africaine au Conseil de sécurité des Nations unies (ONU), en vue de mieux défendre les questions et préoccupations du continent sur les plans sécuritaire et de développement, entre autres. D'autre part, M. Chergui a souligné que «l'UA est forte par son statut et impose à ses membres le respect des mêmes droits et devoirs», ajoutant que «ceux qui respectent cette loi sont les bienvenus. Etre membre de l'UA ne peut pas se faire au détriment des autres». Il a rappelé que «cette organisation continentale est un moyen de protéger l'Afrique et de relancer son développement».

R. N.



Chaleur sur la planète

2016 en passe de battre un nouveau record



L'Agence américaine océanique et atmosphérique (Noaa) a indiqué lundi que l'année 2016 était en passe de battre un nouveau record annuel de chaleur, la période de janvier à novembre ayant enregistré la température moyenne la plus élevée jamais enregistrée.

Pour les onze premiers mois de l'année, la température à la surface des océans et des terres s'est située 0,93 degré Celsius au-dessus de la moyenne du XX^e siècle (14 degrés) surpassant le précédent record de la même période en 2015 de 0,7°C, a précisé la Noaa dans son bulletin mensuel des températures sur

le globe.

La planète va ainsi probablement connaître en 2016 un nouveau record de chaleur pour la troisième année d'affilée. Le mois dernier n'a toutefois été que le cinquième mois de novembre le plus chaud sur la Terre depuis le début des relevés de températures en 1880.

La température à la surface des terres et des océans a été 0,72 degré Celsius au-dessus de la moyenne du XX^e siècle (11,2 degrés), soit 0,22 degré plus frais que le même mois en 2015 qui avait été un record en partie en raison du courant équatorial chaud du Pacifique El Nino.

La montée du mercure en

2016 a correspondu à une intensification de ce courant récurrent qui a commencé à se dissiper à la fin du printemps pour laisser la place récemment à la Nina, un courant froid.

L'étendue moyenne des glaces de l'océan arctique en novembre 2016 a été de 9,08 millions de kilomètres carrés, la plus faible enregistrée depuis le début des observations par satellite en 1979, selon le Centre national de la neige et de la glace.

Cette superficie a été 800.000 km² inférieure à celle mesurée en novembre 2006, qui était jusque là la plus faible jamais enregistrée pour ce mois. La superficie des glaces de l'Arctique a également été le mois dernier 1,95 million de km² inférieure à la moyenne de la période 1981-2010 mesurée en novembre.

L'accroissement de la glace a été anormalement lent pendant la première et troisième semaine de novembre 2016.

Dans l'Antarctique, l'étendue des glaces dans l'océan a été en novembre de 14,54 millions de km², soit un million de km² au-dessus de la précédente plus faible superficie jamais enregistrée en 1986 et 1,81 million de km² au-dessus de la moyenne de 1981 à 2010.

R. N.

ACTU...

Marché de Noël à Berlin L'Algérie condamne la «lâche attaque»

L'Algérie a condamné hier par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif, la «lâche attaque» perpétrée lundi soir contre un marché de Noël à Berlin. «Nous condamnons la lâche attaque perpétrée hier contre un marché de Noël à Berlin qui a fait plusieurs victimes parmi de paisibles citoyens», indique M. Benali Chérif, dans une déclaration à l'APS. «Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et exprimons notre solidarité avec le peuple et le gouvernement allemands», a ajouté le porte-parole du MAE. «La terreur et la peur que les auteurs de ces crimes et leurs commanditaires tentent vainement d'imposer à de nombreux pays et sociétés ne peuvent être contrées que par la fédération des efforts de l'ensemble de la communauté internationale pour venir à bout du phénomène du terrorisme qui représente une menace sérieuse pour la sécurité et la paix dans le monde», observe le porte-parole.

Y. N.

Fermé depuis le 12 décembre Le Venezuela rouvre la frontière avec la Colombie

L'un des principaux passage-frontière piétonnier entre le Venezuela et la Colombie, fermé depuis le 12 décembre par Caracas pour empêcher l'entrée de billets de 100 bolivars interdits de circulation, a rouvert hier, a annoncé Caracas. Le président vénézuélien Nicolas Maduro avait ordonné la fermeture des passages frontières avec la Colombie et le Brésil, affirmant que des «mafias» cherchaient à introduire de grandes quantités de billets de ces billets dont l'annonce du retrait surprise de la circulation a provoqué des violences dans le pays. La réouverture a été décidée après un appel téléphonique entre le président Maduro et son homologue Colombie Juan Manuel Santos. «Ils sont convenus de rouvrir la frontière de manière progressive avec un contrôle de sécurité strict», a déclaré le ministre vénézuélien de la Communication et de l'Information, Ernesto Villegas. Selon lui, «ils ont donné instruction à leur ministre de la Défense respectifs de coordonner des actions immédiates de normalisation de la frontière» et des contacts entre les banques centrales face à ce que le Venezuela considère comme des «attaques» contre sa monnaie. Le Venezuela, déjà en profonde crise économique et politique, a vu se multiplier les heurts ce week-end, qui ont fait trois morts selon le bilan officiel, alors que les habitants exprimaient leur frustration liée au retrait de la coupure la plus utilisée, le billet de 100 bolivars, et au retard de livraison de nouveaux billets.

R. N.

Royaume-Uni

Londres en état d'alerte après l'attaque de Berlin

Le Royaume-Uni a décidé de revoir des plans de sécurité «par mesure de précaution» et de rester dans un état d'alerte après l'attentat de lundi à Berlin qui a fait au moins 12 morts et une cinquantaine de blessés et l'assassinat de l'ambassadeur russe à Ankara, a indiqué hier Scotland Yard.

Les forces de sécurité britanniques vont revoir le dispositif sécuritaire mis en place, pour le renforcer davantage à même de sécuriser les citoyens, notamment durant les fêtes de fin d'année, a souligné un communiqué de la police.

Il s'agira notamment de multiplier les patrouilles de la police armée dans les marchés de Noël de la capitale et dans toutes les villes, et autour de tous les événements publics, a précisé Scotland Yard qui estime

qu'une attaque similaire à celle de Berlin est «un scénario possible» à Londres.

Des barrières en béton ont été érigées près des marchés pour dissuader toute tentative d'attaque avec un véhicule poids lourd.

A la période des fêtes de fin d'année, le flux de touristes est particulièrement élevé à Londres, et il est demandé aux gens de rester «vigilants, mais pas alarmés» et signaler à la police tout mouvement ou paquet suspects.

Outre le grand nombre de personnes attendu à Londres pour les provisions des fêtes, il est prévu que plus de 100 000 assistent aux feux d'artifices organisés au bord de la Tamise chaque soirée du Nouvel An. «Garder tout le monde en toute sécurité demeure la plus haute priorité» pour les services de sécurité, est-il affirmé.

Il est toutefois souligné qu'il n'y avait absolument pas d'information ou de renseignement suggérant qu'une attaque est imminente.

Le niveau de la menace terroriste à Londres est au niveau «grave», ce qui signifie qu'une attaque est hautement probable. Les mesures de sécurité ont déjà été renforcées depuis les attentats de Paris en novembre 2015 et ceux de Bruxelles en mars 2016.

Dernièrement, les services de renseignements britanniques avaient déclaré que la menace terroriste sur Londres était «sans précédent».

Par ailleurs, le gouvernement britannique a publié de nouveaux conseils de voyage pour l'Allemagne, avertissant de la forte menace terroriste.

Riad D.